

Recensement des projets de l'ensemble des Comités Techniques et contributions de la FDSEA



CT	Nom du projet	Projet		Porteur du projet				Financement		Échéancier		Commentaire	Priorité (P1, P2, non hiérarchisé par le groupe)	
		Descriptif du projet	Freins / blocages à lever	Nom du porteur	Statut	Coordonnées	Partenaires éventuels	Montant estimatif	Origine des financements, partenaires, clef de répartition	Date de démarrage du projet	Date de fin du projet			
CT 1	Valorisation du potentiel du territoire de Petit-Saut – accessibilité routière	Débarcadères sur le lac, VRD, sécurisation des zones de débarquement, carbet d'accueil, aménagement des bords, réhabilitation des maisons, maison de l'histoire et de St Laurent (situé au lieu-dit Margot) contribuerait au désenclavement numérique de l'Ouest Guyanais.	Processus de rétrocession de la route, seconde tranche de travaux routiers, réglementation fluviale, révision du schéma d'aménagement touristique de petit saut, révision du schéma d'aménagement du tourisme côtier, périmètres de chasse et de pêche à définir	CTG	Collectivité	pascal.velinore@ctguyane.fr	CTG - Etat – EDF- CNES – Collectivités concernées	3 500 (route), 1 600 (aménagement)	Etat / EDF 3 500, CTG 1 600	2020	2022		P1	
CT 1	Désenclavement numérique de l'Ouest Guyanais	L'installation d'un câble de garde fibré sur les lignes Très Haute Tension existantes entre les postes électriques Etoile (situé à une vingtaine de kms de Kourou) et de St Laurent (situé au lieu-dit Margot) contribuerait au désenclavement numérique de l'Ouest Guyanais.	Financements	EDF	Entreprise	christophe.alvarez@edf.fr	CTG - opérateurs de télécommunication	A définir	A définir	2018		1 an pour la mise en œuvre a compter du démarrage du projet	P1	
CT 1	Aide technique et financière pour l'aménagement d'extension de villages amérindiens voire la création de nouveaux villages	Accompagner techniquement et financièrement la nécessaire extension ou création de nouveaux villages dans des zones telles que Sainte-Rose de Lima et Cécilia à Matoury ou encore, Kamuyehé à Macouria (liste non exhaustive)	- documents d'urbanisme - financements	Fédération des Organisations Autochtones de Guyane (FOAG)	Association	chambrier@live.fr Chambrier.jp@live.fr	CAJUE, Mairies, EPCI, CTG	A définir	A définir	A définir		Ce projet doit être à l'initiative des Mairies.	P1	
CT 1	Projet « pilote » de maison d'accueil et d'hébergement pour l'accompagnement des jeunes amérindiens du Haut-Oyapock et du Haut-Maroni	La FOAG propose la création d'une maison « pilote » d'accueil et d'hébergement pour les jeunes amérindiens de l'intérieur. La maison d'accueil sera ouverte à 8 jeunes majeurs désireux de poursuivre un enseignement en post-bac ou bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou d'une formation autre. Ce projet s'inscrit dans le prolongement du rapport parlementaire de Mesdames Aline ARCHIMBAUD et Marie-Anne CHAPDELAINE sur des jeunes Amérindiens en Guyane Française. Les principaux objectifs poursuivis sont :	- financement - identification du lieu - recrutement du personnel encadrant	FOAG	Association	chambrier@live.fr Chambrier.jp@live.fr	Conseil régional (devenu CTG), Préfecture de Guyane, Mairies, Partenaires privés	Année 1 : 209 000 euros Année 2 : 111 000 euros	A définir	Rentrée scolaire 2018			P1	
CT 1	Désenclavement numérique de Saül, Maripasoula et de Papaïchton	- Fournir une connexion internet (très) Haut Débit aux populations des villages de Maripasoula, Papaïchton, Loka, Saül ; - Fournir une couverture téléphonique mobile sur une partie de la RN2 reliant Cayenne à St Georges (le premier pylône -massif de Bélizon- permettra aussi de couvrir une partie importante de la RN2 en téléphonie mobile).	- financements - Autorisations administratives : DEAL, ONF, Mairies Foncier : France domaines	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	Mobilisés : opérateur du Suriname qui détient une dorsale sur le Maroni (disposé à swapper avec nous) A mobiliser : opérateurs Guyanais intéressés par la capacité disponible sur cette dorsale	3M€		2018	2020	Durée du projet 24 mois à compter du bouclage financier et administratif	P1	
CT 1	Développement de la filière pêche - Préparation des études pour la création des ports de pêche côtière	Il est nécessaire d'engager un programme visant à évaluer la faisabilité du développement des ports et plateformes logistiques de pêche. Avec ces études en main, nous pourrions aboutir à une concertation afin de prioriser les actions et les investissements de manière cohérente avec la réalité du terrain. Ces études permettront d'intégrer des équipements modernes et pourront également favoriser une meilleure sécurité des navires ainsi que l'emploi local.	Financements	CRPMEM	Organisation consulaire	crpmem.guyane@yahoo.com	CTG (GDI), Etats, UE, Mairie, Communauté de Communes	À trouver -1.200.000 € Budget PROEPP : 1.5 million d'€		Février 2018 : Lancement Mars 2018 : Consultation locale / Lancement appel à manifestation Mai 2018 – Nov 2018 : Consultation par prestataires / retour vers les professionnels de la pêche Décembre 2018 : préparation des cahiers des charges Janvier 2019 : Rendu Guyane des études, des plans, des cahiers des charges.	2018	2018		P1
CT 1	Développement de la filière pêche – étude pour la définition de navires de pêche	Il est nécessaire d'engager un programme de renouvellement des navires. La modernisation de cette flotte permettra d'intégrer des équipements modernes et pourra également favoriser une économie substantielle du carburant et donc l'empreinte carbone moindre et une meilleure préservation de la ressource halieutique et des espèces protégées (tortues, dauphins...) une meilleure sécurité à bord des navires ainsi que l'emploi local. Pour préparer ce projet de renouvellement il est nécessaire de mener une étude pour déterminer des besoins pour le renouvellement de la flotte". Cela permettrait de faire :	Financements	CRPMEM	Organisation consulaire	crpmem.guyane@yahoo.com	armateurs, transformateurs, CTG (GDI)	236 K€		Février 2018 : Lancement Mars 2018 : Consultation locale / Lancement appel à manifestation Mai 2018 – Nov 2018 : Consultation par prestataires / échange sur modèle des navires / retour vers les professionnels de la pêche Décembre 2018 : préparation des cahiers des charges Janvier : Rendu Guyane de l'étude, des plans, des cahiers des charges.	2018	2019		P1
CT 1	Développement de la filière pêche – Mise en conformité du port du Larivot et création de ports de pêche	Il est nécessaire d'engager un programme de développement de port de pêche. La modernisation du port du Larivot est aussi nécessaire. Ces projets permettront d'intégrer des équipements modernes et pourront également favoriser une meilleure sécurité des navires ainsi que l'emploi local. Actions proposées	Financements	CRPMEM	Organisation consulaire	crpmem.guyane@yahoo.com	CTG (GDI), Etat, UE, Mairies	36,5 M€ Évaluation préliminaire des coûts de construction des ports : Pour donner une idée du montant global nécessaire pour un renouvellement des ports : 1. Larivot – 8000K€ 2. Dans chaque commune (cela dépendra des besoins de chaque commune : La Crique, vieux port - Cayenne - 8500K€ Kourou - 2500K€ Degrad' des Cannes - 2500K€ Iracoubo - 1500K€ Mana - 8500K€ Saint Laurent – 2000K€ Sinnamary – 8500K€ Saint-Georges de l'Oyapock - 2500K€ Régina - 3000K€		Janvier 2020 : Lancement de projet de mise en conformité du port du Larivot Janvier 2020 : création des ports de pêche côtière.	2020			P1
CT 1	Généralisation de l'électrification participative en photovoltaïque de la localité de Trois-Sauts par et pour les habitants	L'association Kwala Faya a préfiguré un programme d'intervention en énergie autonome avec l'appui du PAC, entre 2014 et 2016. Aujourd'hui, le programme MAPOCK2 2017-2019 (co-financé par le FEDER) est inscrit à la Programmation Pluriannuelle pour l'Énergie mais il ne permet pas de couvrir tous les besoins. L'objectif est alors d'accompagner l'équipement de 162 ménages permettant une généralisation de la démarche afin de n'écarter aucun citoyen de la commune de Campopi du service d'électricité.	Financements	KWALA FAYA	Association		EDF, Etat, Collectivité Territoriale de Guyane, Parc Amazonien de Guyane, Mairie de Campopi, Préfecture de la Guyane	1 408 016 € Etat : 28% - 400 000€ EDF, CTG : 36% - 494 816€ Habitants : 32% - 446 000€ Kwala faya : 5% - 67 200€					P1	
CT 1	Halte nautique à Roura	L'objectif est de créer une zone d'activité nautique à Roura, telle que prévue par les documents d'urbanisme, apportant une source de développement à la commune et répondant à un besoin sur l'île de Cayenne. Par ailleurs ce transfert d'activité permettra de libérer la zone actuellement occupée par des activités de plaisance pour la dédier à des activités industrielles-portuaires.	Bouclage du financement	Grand Port Maritime	Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	p.lemoine@portdeguyane.fr	Commune de Roura ; CACL ; CTG,Etat	2M€ ;	GPM Guyane 15% Autres 85% (FEDER Tourisme, Etat)	Juin 2018 : Projet Début 2019 : Travaux	Mi 2019 : Mise en service	Le projet dans son ensemble comprend 3 phases Une phase d'étude de 3 mois ; Une phase d'instruction de 3 mois ; Une phase de travaux de 4 à 6 mois incluant la passation des marchés. La réalisation du projet nécessite donc un délai de 10 à 12 mois.	P2	
CT 1	Poste d'inspection frontalier	Objectif 1 : Faciliter les opérations d'import (voire de réexport) en ne dépendant plus des postes frontaliers situés en Europe (Le Havre ou Bilbao) pour faire les opérations réglementaires pour les produits d'origine non européenne. Objectif 2 : Mieux insérer la Guyane dans son environnement régional (Nord Brésil, Suriname, Guyane, Caraïbes) et développer les échanges avec les pays voisins.	Financements Agrément européen : en attente d'obtention en 2018	Grand Port Maritime	Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	r.budoc@portdeguyane.fr	SGAR, DAF, Douanes, service Litoral de la DEAL, Hôtel de Ville, Service Risques naturels de la DEAL, Ministère de l'Agriculture, CTG, Chambre d'Agriculture, MEDEF, Groupement de la Grande et de la Moyenne Distribution de Guyane A mobiliser : Financeurs	4M€ - 30 % du GPM Guyane (dont 380 650€ déjà financés) - 70% FINANCEMENTS PUBLICS A MOBILISER (2,8 M€) ETAT (Assises des Outre-mer) AUTRE		Appel d'offres de travaux : mi-2018	Réalisation : 2nd semestre 2019		P2	
CT 1	Terminal portuaire de l'ouest guyanais	Ce projet, lancé par le Grand Port Maritime de la Guyane (GPMG) vise à la création d'un nouvel aménagement portuaire, logistique et industriel au service du développement minier et industriel, mais plus largement de l'économie et de la population de l'Ouest guyanais.	Financements	Grand Port Maritime	Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	r.budoc@portdeguyane.fr		4M€ 1 260 000 € financés par : 25 % DU GPM GUYANE (dont 259 500€ déjà financés) 75 % DE FINANCEMENTS PUBLICS A MOBILISER (800 000€) ETAT (Assises des Outre-mer) et AUTRE		FIN 2019 - ETUDES PRELIMINAIRES A LA CONSTRUCTION FIN 2022 : REALISATION TRAVAUX PRELIMINAIRES		L'étude de pré-faisabilité en cours (financée par le GPM) a permis de mener une vaste concertation auprès des ensemble des institutions politiques, économiques, industriels et portuaires. Ainsi un comité de pilotage a été créé autour du GPM : CCOG, Port de l'Ouest, SGAR, CTG, DEAL, EDF, SARA, CME, compagnie Norgold Montagne d'or, ARGOS, BOLLORÉ, VOLTALIA, FEDOMG, Direction de la mer, Station de pilotage, GEODIS.	P2	
CT 1	Suppression de zones blanches le long de la RN1 par la pose d'antennes prenant appui sur les pylônes du réseau de transport de l'électricité (point haut)	Ce projet permettrait ainsi le déploiement rapide d'une couverture en téléphonie mobile des zones non couvertes suivantes : - Zone entre Kourou et Sinnamary (une vingtaine de kms) - Zone entre le Carrefour de Mana et St Laurent (une soixantaine de kms)	Technique : Alimentation en énergie de l'antenne sur des sites isolés Financement : Financement du projet	EDF	Entreprise	christophe.alvarez@edf.fr	Etat, CTG, EDF, opérateurs de télécommunications	A définir	A définir	A définir			P2	
CT 1	Ouverture de la ligne Cayenne – Campopi	L'enclavement des villages autochtones du Haut-Oyapock participe au mal-être et au sentiment d'abandon des habitants qui ne peuvent accéder aux infrastructures de première nécessité (hôpitaux, écoles, administrations) qu'après plusieurs jours de pirogue. Depuis 2016, l'aérodrome de Campopi est en état de service mais n'est toujours pas ouvert aux vols commerciaux. Nous proposons la prise en charge rapide par l'Etat et la CTG des vols Cayenne/Campopi auprès d'Air Guyane, la réhabilitation de l'aérodrome de Saint-Georges, et l'étude d'un projet d'aérodrome à Trois-Sauts.	Financements	ONAG	ONG	onag.2010@gmail.com	Etat, CTG, Mairies, AFD, Caisse des dépôts, BPI	A définir	A définir	A définir			P2	
CT 1	Spany Br	L'objectif du présent projet est de fournir la matière première (la bande passante) nécessaire à tout « environnement internet » (e-services, e-learning, WhatsApp, ...etc) à St Laurent du Maroni, prochaine première ville de Guyane en nombre d'habitants, mais aussi à Mana et plus généralement parlant, le long de la RN1. La dorsale que GUYACOM propose de construire entre Cayenne et St Laurent devrait permettre d'irriguer toutes les zones d'habitation entre ces deux villes.	- Obtention des Autorisations brésiliennes (notamment des organismes suivants : IBAMA, FUNAI, DNIT et IMAP) - Financements	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	Partenaires mobilisés : - Ambassade de France au Brésil - Sénateurs de l'Amapa - Notre associé brésilien de Oiapoque : Norte Telecom - Opérateurs en télécommunications brésiliens Partenaires à mobiliser : Orange : à travers notre projet SPANY Br, le nouveau câble d'Orange trouvera un débouché au Nord du Brésil en termes de vente de capacité. Orange sera donc un partenaire important.	7,7 M€	A définir	A définir		32 mois de mise en œuvre à compter du lancement de l'opération	P2	
CT 1	Plateforme logistique transfrontalière	Le GPM GUYANE saisi par la Municipalité de Saint-Georges, par la CCG et des transitaires, a intégré la zone frontalière connue au Port dans sa circonscription, lui permettant de mener une réflexion sur la construction d'une infrastructure portuaire, en l'occurrence dans la zone, il s'agit d'un terminal et voies d'accès terrestres, soit une plateforme logistique de transbordement. Objectif 1 : Création une plateforme logistique à la frontière franco-brésilienne. Objectif 2 : Sécurisation du transport de marchandises entre le MERSOSUR et l'UE	- Financement - Maîtrise foncière des terrains destinés au projet, compris dans la circonscription du GPM Guyane	Grand Port Maritime	Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	r.budoc@portdeguyane.fr	Objectif 1 : Création une plateforme logistique à la frontière franco-brésilienne. Objectif 2 : Sécurisation du transport de marchandises entre le MERSOSUR et l'UE Objectif 3 : Comptoir de stockage et de vente au port de l'Oyapock (Stockage et vente de marchandises de toutes origines hors droits et taxes pour les voyageurs en partance vers un pays tiers à l'UE, par exemple le Brésil, grâce à des dispositifs douaniers)	1M€ dont - 25 % du GPM Guyane - 75 % DE FINANCEMENTS PUBLICS A MOBILISER (800 000€) ETAT (Assises des Outre-mer) AUTRE	2018	2020		Etudes : 2018 Mise en œuvre : 2019 Réalisation : 2020	P2	

CT 1	Évaluation et résorption de l'habitat insalubre	Afin d'établir un inventaire précis des besoins pour chaque village, il est demandé une évaluation des aires d'habitat aménageables sur tout le territoire par la Commission départementale de lutte et de prévention de l'habitat insalubre, en collaboration avec les populations et les acteurs du monde associatif.	Financement Réglementaires / Portage	FOAG, ONAG, FPG	Association	chambrier@live.fr Chambrier.jp@epag.fr	Etat et services déconcentrés (DEAL, ARS sur le volet accès à l'eau potable pour 5 villages prioritaires), Conseil Architectes Urbanisme Environnement (CAUE) pour la prise de contact avec les Maires	A définir	A définir	A définir	Validation par les municipalités	P2
CT 1	Aménagement de la Maison du Maroni Lab à Saint-Laurent-du-Maroni	A l'issue de la deuxième session de l'appel à projets « Démonstrateurs industriels pour la ville durable », le Maroni Lab a été labellisé par les ministères de la Transition écologique et solidaire et de la Cohésion des territoires en juin 2017. Ce label vise à accélérer l'intégration des fonctions urbaines pour une plus grande performance économique et sociale en facilitant l'innovation via des soutiens locaux et nationaux interministériels en charge de mobiliser les acteurs concernés pour faciliter le montage d'opérations.	Finalisation du plan de financement	EPFAG	Etablissement public Industriel et Commercial (EPIC)	territoires@epag.fr / dg@epag.fr	Ville de Saint-Laurent-du-Maroni CTG	100 K€	2018	2018	4 mois pour la réalisation des travaux	non hiérarchisé
CT 1	Aménagements pluriannuels du port de l'ouest	Dans l'attente du projet portuaire de grande envergure, il faut répondre immédiatement aux enjeux (sociaux, techniques, économiques, mais aussi environnementaux). En réduisant les éléments de la chaîne logistique du fournisseur vers le consommateur, ce projet contribue à réduire les gaz à effet de serre.	Financements	CCOG	Intercommunalité	lucien.durand@ouestguyane.fr		Le montant des travaux est de 7 M€ calculé en coût complet : La CCOG compte mobiliser 20 % de fonds propres, obtenir 60 % de subvention publics conventionnels, (Europe, CTG), et 20 % d'aide sur ce dispositif, soit 1,4 millions d'Euros mobilisables sur la période de janvier 2019 au premier trimestre 2022.	2019	2022		non hiérarchisé
CT 1	Aménagement agricole sur le secteur Margot à Saint-Laurent-du-Maroni	L'aménagement agricole sur ce secteur est stratégique pour plusieurs raisons. D'une part, il s'agit d'une zone centrale entre la commune de Saint Laurent et Javouhey. D'autre part, c'est une zone faisant l'objet de nombreuses demandes foncières de la part de jeunes diplômés des Maisons Familiales et Rurales d'Apatoù ou Marou, ainsi que de Hmongs. Enfin, dans le cadre d'installation groupée d'agriculteur qui est recommandé par le PRAD (Programme Régional pour l'Agriculture Durable), de créer des zones agricoles avec une emprise foncière relativement grande (environ 400ha).	Financements	EPFAG	Etablissement public Industriel et Commercial (EPIC)	territoires@epag.fr / dg@epag.fr	- VILLE - DAF - CTG - CCOG - Chambre d'agriculture	600 K€	2018	2021		non hiérarchisé
CT 1	Aménagement agricole sur le secteur Pointe Combi à Sinnamary	Les documents de planification confirment une volonté politique de réaliser un projet d'aménagement du secteur agricole de Pointe Combi. Par ailleurs, la réglementation relative au risque d'inondation ne contraint pas le développement agricole et de potentiels travaux de désenclavement. Il existe une réelle opportunité pour l'EPFAG de réaliser un aménagement sur Pointe Combi du point du vue foncier, développement économique et agricole et de partenariat avec la Mairie de Sinnamary. Sur le volet foncier, il s'agit de produire un nouveau parcellaire avec la possibilité d'installation de plusieurs agriculteurs en bail emphytéotique.	Financements	EPFAG	Etablissement public Industriel et Commercial (EPIC)	territoires@epag.fr / dg@epag.fr	- VILLE - DAF - CTG - CCOG - Chambre d'agriculture	600 K€	2018	2021		non hiérarchisé
CT 1	Aménagement du quartier des Malgaches en auto-construction grâce à l'office foncier solidaire à Saint-Laurent-du-Maroni	L'EPFAG possède les parcelles AI 525 (42 ha) et AI 403 (1,62 ha), desservies par la RN1. Il s'agit d'un foncier stratégique qui pourrait permettre un développement urbain en continuité du quartier des Cultures, ainsi qu'un traitement urbain de la rue Gaston Monnerville (RN1). Les abords font l'objet d'opérations en cours notamment la construction de l'Hyper U en face de la présente opération.	Partenaires incontournables à mobiliser	EPFAG	Etablissement public Industriel et Commercial (EPIC)	territoires@epag.fr / dg@epag.fr	- VILLE DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI - CTG - CCOG	500 K€	2018	2020	1 ^{er} semestre 2018 : organisation de la maîtrise d'ouvrage et finalisation plan de financement 2 ^{ème} semestre 2018 : début phase accompagnement des familles 2019-2020 : phase travaux et livraison	non hiérarchisé
CT 1	Aménagement d'une base de loisir dans le quartier Soula à Macouria	Premier projet d'envergure de l'EPAG en termes d'aménagement urbain, le programme de la zone de Soula débute en 2005. Le projet est de développer un véritable centre urbain rattachant la ville de Cayenne au bourg de Tonate et au fleuve. La base de loisir comprendra : un espace pour la restauration avec vue sur le fleuve, des équipements sportifs, un parc ou sentier arboré, un aire de jeux, un point de débarquement pour la plaisance, un espace baignade, etc. Le foncier identifié est à proximité du fleuve.	Partenaires incontournables à mobiliser	EPFAG	Etablissement public Industriel et Commercial (EPIC)	territoires@epag.fr / dg@epag.fr	- VILLE - ATOUT FRANCE - CTG - CACL - CCI	1M€	2018	2022		non hiérarchisé
CT 1	2 ^e tranche Plateaux Sportifs Roura et Cacao	L'objectif de ce projet pour la municipalité est de mettre à disposition de la population rouanaise vivant dans ces secteurs, des infrastructures de bonne facture garantissant un plein épanouissement de sa jeunesse. Dans le même temps, le tissu associatif sera mobilisé afin de porter et faire vivre le projet.	Financements	Roura	Collectivité	simeon.fraser@roura.gf / dst.roura@gmail.com	Etat (FEI et DETR)	866 K€	2018		15 mois à compter de la notification de financement	non hiérarchisé
CT 1	Extension et restructuration de la Mairie de Roura	Les services de la commune de Roura sont actuellement disséminés dans le bourg et ses environs au sein de bâtiments annexes. La garantie d'une meilleure efficacité des services rendu au public, a entraîné la mise en place d'un projet de centralisation de l'ensemble des services au cœur de l'Hôtel de ville. Cette organisation favorisera ainsi l'information du public par le biais d'un guichet unique ainsi qu'une plus grande souplesse dans les échanges inter-services.	Financements	Roura	Collectivité	simeon.fraser@roura.gf / dst.roura@gmail.com	Etat (FEI et DETR)	1 125 K€	2018		22 mois à compter de la notification de financement	non hiérarchisé
CT 1	Réalisation des travaux de renforcement de la route d'Eskol	L'état très dégradé de la route d'Eskol nécessite un renforcement. La portion de route concernée représente en effet un intérêt public majeur pour le passage des habitants de la zone et des touristes et s'inscrit dans la politique communale d'aménagement et de développement du territoire. Ainsi, la commune a décidé d'engager les études de conception de la route menant au village d'Eskol.	Financements	Roura	Collectivité	simeon.fraser@roura.gf / dst.roura@gmail.com	Etat (FEI et DETR)	3 000 K€ (3M€)	2018		15 mois à compter de la notification de financement	non hiérarchisé
CT 1	Crèche / halte-garderie	Cette structure très demandée par les habitants de la commune permettra d'accueillir les jeunes enfants régulièrement et dans de bonnes conditions. Entre autre, elle permettra de renforcer l'attractivité de la ville. Le projet envisagé vise la réalisation d'une quarantaine de places dans le cadre d'une opération communale, sur la base d'un terrain d'assiette appartenant à la collectivité à charge pour elle de transférer l'exploitation à une tierce entité. Les partenaires tels que la CAF et la PMI ont été associés à l'élaboration du projet. Des porteurs de projets susceptibles d'assurer la gestion ont été reçus afin d'en discuter. 40 % du projet serait financé par les partenaires notamment la PMI. Le solde sur la base d'une opération de 1 Million d'euros sera sollicité auprès de l'Etat.	Financements	Roura	Collectivité	simeon.fraser@roura.gf / dst.roura@gmail.com	CAF, PMI, Etat	1M€ C.T.G (PMI) 10% 20 000,00 € Commune : 10% 100 000,00 € ETAT 90% 420 500,00 €	A définir	A définir	23 mois à compter de la notification de financement	non hiérarchisé
CT 1	Terrain de basket de Favard	Le secteur de Favard souffre aujourd'hui de son isolement et de son manque d'infrastructures. En effet, la venue de cet équipement permettra aux habitants, aux nombreux jeunes composant ce quartier spontané de disposer de moyens suffisants pour s'adonner aux activités sportives nécessaires à leur épanouissement. L'enjeu est d'importance en raison du fait qu'il s'agit du premier équipement de cette nature installé dans le village. Cet outil pourrait fédérer les énergies à travers une association susceptible d'encadrer les activités sportives. Le souhait de l'acteur communal étant d'assurer un équilibre entre les différents secteurs communaux en matière de déploiement des infrastructures sportives.	Financements	Roura	Collectivité	simeon.fraser@roura.gf / dst.roura@gmail.com	Etat	200 K€	A définir	A définir	12 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	Une offre télé pour nous les Guyanais, plateforme de télédistribution	Distribuer des chaînes régionales, issues des villes frontalières (Albina, Oiapoque) et des pays voisins (Suriname, Brésil, Guyane, etc) à des heures plus adaptées ; par exemple : les JT de France 2 et TF1 à 20h (au lieu de 21h). Le service proposé permettra un usage différent de la télé par les Guyanais.	- Financements - Réglementaires	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	A définir	338 K€	A définir	A définir	12 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	L'internet pour tous les logements sociaux (FitLA : fibre jusqu'au pied des résidences)	Fournir l'internet très haut débit à tous les Guyanais résidant dans des logements collectifs. Selon les informations détenues par GUYACOM, environ 700 000 Guyanais vivent en logement social, dans plus de 20 000 logements collectifs.	- Financements - Partenariats clés à nouer : le projet ici présenté ne peut prendre de l'ampleur qu'avec l'accord des bailleurs sociaux.	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	- Bailleurs sociaux : 3 bailleurs sociaux réunis détiennent ensemble 80% des logements de Guyane (Cayenne, Matoury, Kourou, St Laurent, Régina, St Georges, ...etc) - Syndicats de copropriétaires du parc de logements privés	4 M€ (moins de 300€ par logement)	A définir	A définir	12 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	Un téléport en Guyane	Installer un téléport en Guyane afin de commercialiser des services internet d'une part, et des services de pilotage et de monitoring de satellites d'autre part. Pour ce faire, un partenariat fort avec le Centre Spatial Guyanais / CNES en charge des lançements réalisés à partir de Kourou est primordial.	- Financements	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	- Université de Guyane (pour évaluer l'opportunité de créer une filière spécialisée) - CNES	358 K€	A définir	A définir	6 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	Spany Ouest, dorsale internet Cayenne Saint-Laurent	L'objectif du présent projet est de fournir la matière première (la bande passante) nécessaire à tout « environnement internet » (e-services, e-learning, WhatsApp, ...etc) à St Laurent du Maroni, prochaine première ville de Guyane en nombre d'habitants, mais aussi à Mana et plus généralement parlant, le long de la RN1. La dorsale que nous proposons de construire entre Cayenne et St Laurent va permettre d'igniter toutes les zones d'habitation entre ces deux villes. A Cayenne atterri l'América's II, à Paramaribo le SG-SCS et bientôt, arrive à Kourou le cable Kanawa d'Orange. Il sera indispensable de relier ces trois sites de façon sécurisée et en fibre optique.	- Financements - Foncier	GUYACOM	Entreprise	christine.chung@guyacom.fr	- Opérateurs télécom (présents en Guyane ou pas) - Opérateur historique national du Surinam : Telesur	4,7 M€	A définir	A définir	17 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	Village sportif	La commune a la volonté également d'améliorer l'accompagnement du monde sportif (clubs, ligues, fédérations...) en répondant aux nombreuses sollicitations d'accueil de compétitions se déroulant parfois sur plusieurs jours. En l'état actuel des équipements sportifs, la commune ne peut absorber ces demandes. Le village sportif sera composé de trois bâtiments : - le premier regroupera un pôle administratif, des locaux techniques et de stockage ainsi qu'une salle de sport pour des activités telles que du yoga ou de la gymnastique, - le deuxième abritera un hangar où seront stationnés les véhicules de services et les engins d'entretien. Ce lieu servira également d'espace de maintenance mécanique. - le troisième sera dédié à un centre d'hébergement d'une capacité de 50 lits afin d'accueillir les équipes de sport en déplacement sur la commune. A ces entités, viendront s'ajouter un carbet polyvalent et des aires de stationnement pour une surface plancher totale à créer de l'ordre de 1400 à 1500 m2.	- Financements	Ville de Sinnamary	Collectivité	christelle.sabayo-hilaire@ville-sinnamary.fr	- Ministère des sports - Ministère de l'Outre-mer - Ligues et fédérations - Collectivité territoriale de Guyane - Communauté de communes des savanes	2,9 M€	cf. dossier			non hiérarchisé
CT 1	Parcours de santé inter-générationnel	La commune souhaite mettre à disposition de la population, un parcours de santé au cœur du bourg. Ouvert à tous et destiné au plus grand nombre sans restriction d'âge, cet équipement sera accessible aux personnes à mobilité réduite. Il sera composé de 10 modules, d'un parcours d'équilibre, d'une aire de jeux pour enfants et d'une station cross fit et participera à la modernisation des pratiques sportives en proposant un parcours de santé connecté (programmes sportifs personnalisés via une application mobile, vidéos...).	- Financements	Ville de Sinnamary	Collectivité	christelle.sabayo-hilaire@ville-sinnamary.fr	Collectivité territoriale de Guyane Fondation Orange CNDS	100 K€	2018	2018	7 mois à compter du lancement du projet	non hiérarchisé
CT 1	Projet de création d'ateliers-relais dédiés aux artisans du bois et de la construction sur la commune de Matoury	La CACL, pour accompagner le développement économique de son territoire, se fixe comme objectif, à travers la construction d'ateliers relais dédiés au bois et à la construction, de soutenir l'emploi, le marché de la construction par la recherche et l'innovation mais également de développer une offre de foncier et d'immobilier d'entreprise adaptés. La Communauté d'Agglomération Centre Littoral (CACL) souhaite engager, à travers une opération alliant à la fois construction neuve et aménagement d'espaces extérieurs, la réalisation d'un bâtiment d'immobilier d'entreprises sur le site de la ZAE Copaya.	- Financements	Communauté d'Agglomération Centre Littoral (CACL)	Collectivité	nadine.cleril@caccl-guyane.fr	Etat CTG	5,6M€	2018	2020		non hiérarchisé

CT 1	Projet de création d'une plate-forme d'innovation construction en milieu équatorial	En 2012, l'Agglo a élaboré son schéma de développement économique de son territoire, et a ainsi défini sa stratégie de développement économique. L'axe 2 du SDE est « Soutenir le marché de la construction par la recherche et l'innovation ». Un des projets de l'axe 2 envisage de procéder à la construction d'une plateforme d'innovation en faveur des matériaux de la construction en Guyane. La CAEL souhaite en effet combler la carence en laboratoire de recherches & développement nécessaire à l'innovation dans ce secteur, à la mise en valeur de nos ressources naturelles dans la construction et à l'adaptation des matériaux et des techniques de construction au milieu amazonien. Ce projet permettra également d'élever le niveau de connaissances au sein des entreprises de la construction.	- Financements	Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CAEL)	Collectivité	nadine.cleril@caci-guyane.fr	Collectivité Territoriale de Guyane DEAL Guyane Développement Innovation Université de Guyane Centre Technique du Bois et de la Forêt CIRAD Association AQUAA Contrôleurs techniques CCIG ADEME Fédération Régionale du BTP Ordre des Architectes	10,7M€	2018	2022				non hiérarchisé	
CT 1	Médiathèque de tous les possibles	Les objectifs de ce projet de construction d'une médiathèque de 500 à 600 m² sont : Créer un espace culturel multifonctions afin de développer l'offre culturelle sur le territoire ; accéder au livre, accéder à la culture ; Lutter contre l'illettrisme et contre l'électronisme (lutter contre la fracture sociale et numérique) ; Valoriser les savoirs et savoirs faire des populations oyapokoises	- Financements	Commune de Saint-Georges de l'Oyapock	Collectivité	sully@maire-sgo.fr	Direction des Affaires Culturelles de Guyane LEADER, CTG	2,48M€	2018	2020					non hiérarchisé
CT 1	Remise aux normes de l'aérodrome de Maripasoula	L'aérodrome de Maripasoula accueille plus de 30 000 passagers par an, ce qui nécessite sa certification. Dans ce cadre la CTG a inscrit au titre des PO 2015/2020, le projet de remise aux normes de la piste de cet aérodrome dont l'état de service est jugé nul. Le projet avait été estimé à 8 M€ pour une piste code 2, après la remise de l'avant projet sommaire, il en ressort que montant des travaux approche les 15 M€, D'où la nécessité de rechercher un financement complémentaire de 7 M.	- Financements	CTG	Collectivité		ETAT/EUROPE/CTG	15M€							non hiérarchisé
CT 1	CONSTRUCTION DU PALAIS DES SPORTS DE SAINT LAURENT DU MARONI	Il s'agit de réaliser un équipement à la fois sportif et culturel En effet, la ville de Saint Laurent du Maroni ne dispose pas à ce jour d'infrastructure dans laquelle des manifestations à la fois sportive et culturelle pourraient s'y dérouler et d'une capacité d'accueil de 2000 places assises. L'actuel projet permettra donc de répondre à cette double problématique en proposant un structure d'une capacité de 2000 places ou sport et spectacle pourront y être proposés.	- Financements	CTG	Collectivité		CTG/ETAT/COMMUNE DE SAINT LAURENT DU MARONI	25M€							non hiérarchisé
CT 1	GEOSOL Guyane	L'objectif du projet GEOSOL GUYANE est de fournir des informations pertinentes, homogènes et actualisées relatives au sous-sol guyanais et aux géo ressources potentielles dans les zones d'habitats actuels. Il permettra de mettre en valeur, avec les nouveaux concepts scientifiques, les nombreuses données existantes et d'acquiescer un volume conséquent de nouvelles données inédites dans l'optique d'améliorer la connaissance du sous-sol, pour innover dans la recherche de solutions liées aux géo ressources, à leur exploitation et utilisation raisonnée.	- Financements	CTG	Collectivité	jerome.lefo@ctguyane.fr		5,79 M€							non hiérarchisé
CT 1	Construction route Bélizon Saül Maripasoula	Il s'agit de favoriser le désenclavement l'intérieur de la Guyane qui est actuellement desservi par le transport aérien uniquement et cela représente une charge financière importante supportée par la Collectivité territoriale. Elle est en constante augmentation, au regard du nombre de personnes à transporter chaque année. Il s'agit également de favoriser le développement économique et touristique de l'intérieur du pays en permettant aux professionnels d'accéder à des espaces agricoles et forestiers. Le tracé à prendre en compte doit permettre de rejoindre Maripasoula via Saül. Il s'agit de mettre en œuvre un vrai projet de réfection de la route de Maripasoula-Papaïchton.	- Financements	CTG	Collectivité		CTG/ETAT/COMMUNES DE MARIPASOULA ET PAPAÏCHTON	100 M€	2018	2022					non hiérarchisé
CT 1	Réfection de la route Papaïchton-Maripasoula	Pour stabiliser cette voie en latérite, il faudra envisager la mise en œuvre d'une bande de roulement sur environ 30 KM en béton et la reprise de certains ouvrages hydrauliques. En partant d'un ration de 700 000 € le km le projet est estimé à environ 20 M€	- Financements	CTG	Collectivité			20M€	2018	2022					non hiérarchisé
CT2	Structuration d'un réseau numérique et développement des usages et de la formation sur le territoire	Réseau de ressources numériques pour le développement des usages grand public et entreprises TPE / PME • Maillage numérique du territoire et amélioration de l'accès aux services publics en ligne des populations et des entreprises • Faciliter l'accès aux droits et aux téléprocédures • Favoriser la création et le développement d'entreprises en zones isolées L'action se décline de la manière suivante :		Guyaclic	Association loi 1901	maickhas@groupe-diverscite.fr Mr Maick HOASIM	Etat, CTG, Municipalités, intercommunalités, CAF, Pole Emploi, Opérateurs télécoms	Fonctionnement 1,25 M€/an Investissement 250 k€	Etat, CTG, FEDER	2018	2022			11	
CT2	Transition numérique des TPE / PME	apprécier les besoins des dirigeants de TPE dans la gestion de leur entreprise ; recenser les outils numériques susceptibles d'être utiles au fonctionnement de la TPE ; tester (analyse des freins) une sélection de produits sur un échantillon représentatif de TPE (taille et type d'activité) ; diffuser auprès des autres entrepreneurs l'expérience ; Accompagner la démarche pour une appropriation optimale des outils ;		CTG	Collectivité	marc.sagne@ctguyane.fr	Chambres consulaires, DIECTE, CTG	450 K€	Etat, CTG, FEDER	2018	2022			non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT2	Financement des entreprises	Financement public et compléter ainsi les dispositifs territoriaux existants. La répartition du financement public repose sur 3 axes stratégiques de développement : 1 Augmenter le volume de financement des dispositifs d'ingénierie financière - La Participation au capital - Garanties d'emprunts - Prêts 2 Financer, Structurer et Coordonner les structures d'accompagnement aux entreprises 3 Appuyer les entrepreneurs et accompagner les entreprises innovantes		CTG	Collectivité	fabiola.marimoutout@ctguyane.fr	BEI, investisseurs publics-privés, entreprises industrielles, réseau (France Active, CNCRESS,...), banques, ect...	145 M€	BEI, investisseurs publics-privés, entreprises industrielles, réseau (France Active, CNCRESS,...), banques, ect...	2018				1	
CT2	Maison du Cinéma	sur le territoire et ont été soutenus par la CTG à hauteur de 1 000 000 euros. Un projet de lieu de séde de fiction tourné en Guyane, c'est en moyenne 2 680 000 euros en salaires, locations, nutilées et repas. La Maison du Cinéma se veut être un acteur économique qui galvanise notamment la création artistique, l'innovation, l'emploi et l'attractivité du territoire. Elle sera un véritable catalyseur d'activités pour la Guyane avec des retombées économiques et fiscales en terme de charges		G-CAM	Association	Marc Barrat <marc.barrat@free.fr>	Etat (MOM) Film France, Comité Régional du Tourisme, CNES, CCIG, AFD, BPI France, Caisse des dépôts et consignations, fondations d'entreprises.	1,5 M€ Investissement		2018	2022			7	
CT2	Généralisation des clauses sociales dans les marchés publics et structuration d'un guichet unique de gestion	La Guyane est confrontée à une faible inclusion sociale et économique et à un chômage aigu touchant notamment les jeunes et la main d'œuvre sous-qualifiée. Les facteurs de cette faible inclusion sont récurrents et interdépendants, au premier rang desquels figurent : 1. le manque de formation adéquate de la main d'œuvre, 2. un secteur privé sous-développé avec peu d'effets d'entraînement sur l'emploi 3. un tissu productif peu diversifié et pas assez développé (en dehors des activités aéronautiques). La problématique de l'accès à l'emploi et notamment des jeunes, prend une dimension particulière en raison de son caractère structurel et singulier pouvant remettre en cause l'équilibre du territoire. L'intégration de clauses sociales dans la commande publique et privée peut être une réponse innovante pour favoriser l'insertion.		APEIG	Association	DIRECTION APEIG <g.bonnaire-stinvil@apeig.com>	Etat – DIECCTE – CTG – les 4 EPCI - quelques autres gros donneurs d'ordre (comme des communes, le PAG, l'EPFA Guyane, les gros donneurs d'ordre privés comme CSG, EDF, ... et à venir comme TOTAL ou Montagne d'or ...)	1,427 M€		2018	2022			15	
CT2	Mise en place d'un dispositif d'accompagnement des publics défavorisés dans les quartiers	SECCOIA est un organisme en cours de création (création en décembre 2017) qui se propose de : 1. Suivre les publics défavorisés des quartiers en Politique de la ville, afin de leur trouver le meilleur parcours vers l'emploi 2. S'occuper aussi bien des jeunes déscolarisés, des délinquants, des chômeurs de longue durée, des SDF ... 3. Se faire accompagner par des associations de « Grands Frères » pour chaque quartier afin de s'assurer que le suivi soit réalisé au plus près des personnes 4. Recréer du lien dans les quartiers en organisant périodiquement des événements permettant aux jeunes et aux anciens de se retrouver 5. S'articuler autour d'une plateforme collaborative permettant de détecter des emplois disponibles dans ces quartiers et de les mettre en relation avec les publics défavorisés après un parcours permettant le retour à l'emploi 6. Donner une souplesse à cet emploi par le portage salarial et la multi-activité choisie 7. Trouver un équilibre financier à partir du mécénat, de la plateforme emploi, de		SECCOIA	SCIC à créer	ACIALE-TIC Dominique AVISSE (aciale-tic@orange.fr)	Etat – DIECCTE – CTG – EPCI – MAIRIES - POLE EMPLOI – MLRG – CAP EMPLOI -	1,2 M€		2018	2022			15	
CT2	Mise en place du cadre expérimental pour développer l'innovation sociale et mise en place d'une aide efficiente au parcours GEIQ	Le PTCE ANCRAGE est un organisme en cours de création avec le concours des partenaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'insertion, pour créer un écosystème favorable au développement de l'Innovation Sociale. Le Projet proposé est une création d'un « cadre expérimental pour développer l'innovation sociale » Aujourd'hui il est nécessaire aller plus loin pour répondre aux besoins sociaux non satisfaits sur notre territoire, favoriser la solidarité locale et l'innovation collective, créer de l'emploi local, assurer l'attractivité et le dynamisme des quartiers prioritaires et les communes isolées. En s'appuyant sur le modèle développé par l'Agence d'ingénierie et plateforme de ressource l'« AVISE » http://www.avise.org portant sur la fabrication à initiatives en y apportant des moyens financiers plus importants compte tenu des freins à lever sur notre territoire. Ainsi pour les structures qui doivent se développer et/ou changer d'échelle, voir se créer, ANCRAGE les aide à sécuriser leurs activités en leur donnant accès sur une période déterminée à : - des Centres d'activités de la Vallée Economique des activités à créer et/ou développer et des financements dédiés - Une Aide spécifique pour les salariés en parcours d'insertion (hors MAJ) et les rémunérations des dirigeants - une Aide au fonctionnement pour les services		ANCRAGE	Association	direction.ancrageguyane@gmail.com	Etat – DIECCTE – CTG – EPCI – MAIRIES - POLE EMPLOI – MLRG – CAP	6,2m€		2018	2022			18	
CT2	Création d'un institut de veille normative	Le projet consiste à créer une structure permanente de veille afin d'identifier les normes et réglementations nationales ou communautaires pouvant impacter l'activité ou le développement des entreprises de Guyane et proposer des actions correctives. Cette institut aura comme mission principale : Effectuer une veille active au bénéfice de tous les secteurs concernés Répertorier, analyser et suivre l'évolution des normes applicables en Guyane Anticiper la création de nouvelles normes et les modifications des normes existantes Evaluer l'impact de ces normes sur l'activité Proposer des améliorations ou modifications Etre en capacité de mobiliser les acteurs institutionnels pouvant intervenir en soutien d'une demande d'adaptation des normes en produisant les argumentaires techniques et juridique initiaux.		Interpro bois	Association	gregory.nicolet@fid-guyane.com	EMPLOI – GEIQ BTP GUYANE- FRBTPG	300 k€/an		2018	2022			6	
CT2	réorganiser le portuaire	Réforme portuaire dans l'optique de favoriser les exportations et les filières de production locales <rompre le double traitement (Guyane, Mayotte) > réaliser cette réforme à l'image de celle opérée dans l'Hexagone (dissociation des fonctions, rattachement au territoire)		CPME	Syndicat professionnel	joelle@prevot-madere.com	Etat, CTG	non évalué		2018				17	

CT2	Pérennisation d'une structure de formation continue professionnelle maritime	Maintien et développement de l'école Maritime de Guyane dans l'objectif de former les marins et accompagner ainsi le secteur de la pêche dans son développement. Parmi les conditions en œuvre de ce renouvellement figure la nécessité de disposer d'équipages formés qui seront en mesure de mener des navires modernes et de développer de nouvelles techniques de pêche.	Ecole Maritime de Guyane	SARL	Mme LACHOT ecole maritime < ecolemaritimeguyane@orange.fr >	CTG/Europe/OPCA/Pôle Emploi	434 K€		2018				3
CT2	Développement de la filière pêche, formation des pêcheurs	Demande de subvention concernant la formation des pêcheurs et des capitaines, le besoin de formation est très important pour les 2 années qui viennent et les capacités financières des employeurs trop faibles pour assurer la totalité des coûts. Ces formations sont réglementaires et participent au développement de la filière dans de bonnes conditions.	CRPMEM	Syndicat professionnel	georgemichel.karam@yahoo.fr		550K€/an	Etat , CTG, FEDER	2018			budget pour 200 marins	16
CT2	Développement de la filière pêche, création d'une interpro	Au cours de ces dernières années, le CRPMEM s'est engagé sur l'amélioration de la structuration du secteur de la pêche guyanaise. C'est ainsi que depuis fin de l'année 2011, il s'est activement mobilisé afin de préparer au mieux la mise en place d'une Interprofession pour « la pêche et l'aquaculture » dans le cadre du POSEI (Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité), et soutenu par les pouvoirs publics. Par cette démarche innovante pour ces deux secteurs, il s'agit de regrouper, au sein d'une instance de concertation, tous les métiers situés en amont et en aval du processus de mise en marchés, dont les importateurs et la grande distribution. Ces métiers ont habituellement des intérêts divergents, mais le défi à relever est de changer les habitudes dans le but d'organiser et maîtriser l'offre (volume, qualité, promotion concertée) afin d'améliorer les revenus des uns et les marges des autres. Cette INTERPRO aurait pour missions : - Améliorer la qualité des produits et leur mise en adéquation en fonction des attentes des consommateurs - Encourager la demande par la mise en œuvre d'actions de Promotion Collective - Améliorer le fonctionnement et la maîtrise du marché (organisation et harmonisation des pratiques et des relations professionnelles en usage, gestion de la production et du marché) - Traiter les statistiques et les données économiques du secteur, assurant ainsi une mission de transparence au sein de la filière - Assurer la fonction « Recherche et Expérimentation » lorsque celle-ci n'est pas prise en charge par un Centre ou Institut Technique	CRPMEM	Syndicat professionnel	georgemichel.karam@yahoo.fr		164 680,00 €	Etat , CTG, FEDER	2018			Durée 18 mois	13
CT2	Structuration de la filière Mines, chambre des mines	A travers le projet proposé, il s'agit de regrouper les structures, de créer un « guichet unique » afin : - d'améliorer la visibilité sur l'ensemble de la filière, facilitant ainsi les rapports avec les interlocuteurs ; - de créer une synergie ; - de rationaliser les coûts de structures et de fonctionnement - de traiter tous les sujets - d'intégrer une dimension « recherche et développement » - de construire une offre de formation adaptée aux besoins Mais aussi d'intégrer la filière Energie relevant du code minier. Les assises sont l'occasion de porter un projet global visant d'une part à restructurer la filière autour d'un écosystème fonctionnel moderne, qui intègre les parties prenantes, et d'autre part, à proposer à la société de nouvelles interactions basées sur les concepts d'économie circulaire, sociale et solidaire Au cœur du système, un lieu unique de formation sur les métiers de la mine, mais aussi un lieu de rencontres, de recherches et développement structuré	FEDOMG	Syndicat professionnel	Mme OSTORERO Fedomg.guyane@gmail.com	EUROPE, DIECCTE, CTG, OPCA, BRGM, CIRAD, ONF, COLLECTIVITES, UNIVERSITE Mais aussi les acteurs de l'économie : filières de productions – acteur de l'économie sociale et solidaire – organisations socio		3 M€	Etat, CTG, Europe, Privé	2018	2021		5
CT2	Valorisation des bio ressources et des savoirs faire traditionnels de Guyane	L'Amazonie et la Guyane en particulier présente une exceptionnelle biodiversité et une grande diversité de savoirs traditionnels. Le marché des produits issus de la valorisation des bioressources amazoniennes est immense. Si bien que de gros exportateurs tels que le Brésil et le Pérou rencontrent des difficultés pour fournir certains produits très demandés à l'international (açaï, camui camu, guarana). Le projet se décline en deux volets : - La valorisation des bioressources et des savoirs traditionnels sur les plantes médicinales ; - La valorisation des bioressources en agro-alimentaire. Pour ce faire, il est prévu la mise en place d'un plateau technique composé d'une ferme expérimentale, et d'une halle technologique. La répartition du plateau technique se fera de la façon suivante : La halle technologique implantée sur l'UG accueillera le centre d'expérimentation des plantes médicinales ainsi que l'équipement pour l'agroalimentaire. La ferme expérimentale quant à elle, traitera aussi bien des plantes médicinales que de l'agrotransformation alimentaire. Son implantation pressentie est envisagée à partir de Soucoumou (station expérimentale).	CTG	Collectivité	marc.sagne@ctguyane.fr	Chambre d'agriculture, GDI, le CIRAD, la DAF, inter-probois (volet biomasse énergie), IUG, CTG	4,5 M€	Etat, CTG, FEDER	2018	2022		non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT2	Création d'une filière écoresponsable, équitable, de production, de transformation et de commercialisation de produits issus des terroirs Amérindiens	Création d'une filière éco responsable équitable de production et de transformation de produits issus des terroirs Amérindiens. La création de cette filière de commerce équitable est dédiée à la valorisation des produits des terroirs amérindiens permettant à la fois d'enrichir le marché agro-alimentaire guyanais, mais aussi de développer l'exportation de ces produits en métropole.	ONAG	Association	Mr SOMMER micosommer@gmail.com ONAG 973 (onag.2010@gmail.com)	SO	300 k€ la première année puis 100 k€ / an	SO	2018	2022		2	
CT2	Comparateur de prix dans la grande distribution	Mise en place d'un outil informatique permettant d'effectuer une comparaison des prix dans la grande distribution. L'objectif est d'accroître le pouvoir d'achat des Guyanais et de lutter contre la vie chère, ce projet sera créateur d'emplois	Mr BARBAROUX	Entreprise	Mr MORVAN morvan@medpromconseils.com	SO	595 K€	Non déterminé	2018	2022		21	
CT2	Création de la filière volaille de Guyane	En Guyane, la volaille représente 2/3 du total des viandes consommées. Actuellement, plus de 90% de la viande de volailles consommée en Guyane est importée, sous forme congelée. Ce projet englobe l'ensemble des composantes nécessaires à une filière avicole guyanaise, entités actuellement manquantes, telles que : - La création d'un couvoir local pour produire les poussins nécessaires aux marchés guyanais de volailles de chair, - La modernisation de l'unité de production d'aliment local de la réception des matières premières à la livraison du produit fini afin d'élaborer un aliment de qualité, non OGM, adapté aux conditions climatiques de la Guyane. - la création d'une unité d'abattage de découpe et de conditionnement. En adéquation avec ces investissements ce projet va également générer un plan de formation des futurs éleveurs, un partenariat amont/aval de la filière et un partenariat avec les autres transformateurs locaux afin de diversifier l'offre issue de volailles locales.	INTERVIG	Syndicat professionnel	contact@intervig.org Mme MICHEL	IMCO-SAS, CACG, FEDEVOG, Etat, CTG, EURODOM	9 M€		2018	2020		10	
CT2	Contrat initiative Associatif de Guyane	Le Contrat d'Initiative Associatif Guyane (C.I.A.G) entre pleinement dans le cadre de l'Innovation Sociale et Solidaire au travers d'une approche citoyenne totalement participative. Sa création s'inscrit donc au sein d'un projet social authentique, créateur de Richesses et de valeurs ou « l'Humain et son potentiel sont au cœur de l'activité sociale et solidaire ». Le Contrat d'Initiative Associatif Guyane (C.I.A.G) peut être conclu sous la forme d'un contrat de droit privé dans le secteur non marchand. La finalité de ce contrat Associatif est de valoriser l'employabilité du secteur Associatif au travers d'un véritable parcours d'insertion, de formation et de professionnalisation du bénéficiaire sera mis en place. Son objectif est de favoriser l'accès rapide à un emploi durable des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale et professionnelle. L'acte à l'emploi attribué aux employeurs sera réalisée par l'Etat et la CTG Si le bénéficiaire est bénéficiaire du Revenu de Solidarité Actif (RSA) Les bénéficiaires : - les jeunes de moins de 26 ans sans emploi et sans qualification - les personnes sans emplois depuis au moins 12 mois - les bénéficiaires des minima sociaux, règles fixées par convention d'objectifs et de moyens Etat / CTG.	CRESS	Association	Mr AIMABLE aimablejeanmarc@yahoo.fr	Etat , CTG	28,62 M€	Etat , CTG	2018	2020		3	
CT2	Construction d'un institut de formation aux métiers du paramédical en Guyane	Projet Professionnel Plus est un organisme privé qui a 17 années d'existence. Depuis 2012, il porte l'Institut de formation d'auxiliaire de puériculture, de puéricultrice, de cadre de santé et d'infirmier bloc opératoire. Pour compléter cette offre de formation initiale, des formations continues sont proposées tels le TP de secrétaire médicale, le TP d'agent d'entretien polyvalent, le TP d'assistante de vie aux familles et des formations continues métiers paramédicales. D'autres projets de formations à développer sont en cours et s'inscrivent dans le cadre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2009-2014. Ainsi, nous prévoyons l'ouverture en 2019 de l'Institut de formation aux métiers du paramédical (psychomotriciens et d'ergothérapeutes...) Bénéficiaires : L'accès aux formations paramédicales sera ouverte sur concours d'entrée au personnes titulaires du baccalauréat	Projet Professionnel Plus	SARL	mlemki@projetproplus.fr	non déterminé	2,5 M€	non déterminé	2018	2020		10	
CT2	Création d'un dispositif de soutien à la formation continue en Guyane	Le projet présenté ci après vise à mettre en place un dispositif de soutien à la formation continue en Guyane. Le développement des compétences et de l'expertise locale nécessite de prendre en compte le coût du transport par un dispositif spécifique permettant à minima : - La prise en charge par l'OPCA sur des fonds spécifiques, d'un aller-retour dans l'année par action de formation - La prise en charge du billet de l'intervenant pour des formations collectives organisées localement Les Bénéficiaires seraient les salariés des secteurs à fort potentiel de développement du social, du médico-social et de l'IAE.	NEXEM / UNIFAF	Syndicat d'employeurs	dg@adape973.org	ARS, CTG, UNIFAF, CNSA	120 k€/ an		2018	2020		14	
CT2	Structuration de la filière bois construction du Haut OYAPOCK grâce à l'insertion par l'activité économique	L'amélioration du cadre de vie des habitants de Camopi constitue une priorité des objectifs de développement des territoires de l'intérieur. La commune doit répondre à de nombreux besoins en équipements (ouvrages de franchissement, bâtiments d'accueil, logements de fonction, bâtiments scolaires, bâtiments publics) dont une part importante mobilise le matériau bois, notamment en raison du contexte d'isolement et la difficulté d'accès à des matériaux exogènes. Le secteur de la construction publique et privé, en particulier de la charpente bois, connaît également une forte demande locale sans que les compétences soient mobilisables sur ce territoire. Or, il n'existe pas d'entreprise locale dans le secteur de la construction sur la commune de Camopi et les jeunes ne sont pas formés. L'enjeu aujourd'hui est de répondre à un besoin d'équipement des villages en petits et moyens ouvrages tout en participant à la montée en compétences de 15 jeunes de Camopi dans le secteur forêt-bois (de l'exploitation à la construction) et à réduire ainsi la dépendance aux compétences extérieures. Ainsi, la Mairie de Camopi, la DIECCTE, et le Parc Amazonien de Guyane, entourés de partenaires stratégiques, ont convenu de travailler ensemble dans la mise en œuvre d'un Atelier Chantier d'insertion sur la commune orienté sur le travail du bois.	PAG	Agence	Mr KLEITZ Gilles Kleitz < en-gkleitz@guyane-parcnational.fr >	Préfecture de Guyane, Commune de Camopi, CTG, DIECCTE, Pôle emploi, association Libi Na Wan, Parc amazonien de Guyane, APROSEP		780 K€	Etat, CTG, FSE, PAG, Communes, FEADER	2018	2020		non hiérarchisé, délai de transmission tardif

CT2	formation qualifiante au guidage en milieu amazonien sur les territoires du Sud Guyane	Le « schéma régional de développement du tourisme et des loisirs de Guyane » (CTG 2013), prévoit dans le cadre de l'action 2 du plan des formations, d'initier la formation des guides en milieu amazonien afin de renforcer le positionnement de l'offre guyanaise, axé sur la découverte encadrée des fleuves et de la forêt. Le contrat de destination à visée internationale, « Guyane-Amazone.fr, naturellement généreuse », dont le PAG est signataire depuis octobre 2015, prévoit également dans l'objectif 3 de « stimuler le travail des territoires sur l'offre ». Le projet consiste à lancer cette formation qualifiante sur deux années de formations nécessaires selon les niveaux exigés.	PAG	Agence	Mr KLEITZ Gilles Kleitz < en-gkleit@guayane-parcnational.fr >	Compagnie des Guides de Guyane, DIECCTE, Comité du Tourisme de Guyane, Pôle emploi	300 k€	Etat, CTG, FSE, PAG	2018	2020	non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT2	Equiperment de la zone FRET par une chambre de froide et un scanner contrôle des palettes et frets de gros volumes	Le développement de la filière pêche passe par la diversification des moyens d'écoulement de la production. L'exportation est un levier très important permettant d'augmenter le montant du prix. Pour rappel, il y a une dizaine d'années, Le Fret Cargot existait, mais au moment de la restructuration du courrier sur la zone caribéenne, il a été supprimé. Avant d'arriver à la mise en place d'un cargot supplémentaire dédié au Fret, il est important de sécuriser les producteurs sur les marchés extérieurs. Pour ce faire, l'équipement de la zone Fret serait un atout. D'une part, par l'acquisition d'une chambre froide pour produit frais et d'autre part, par un scanner spécifique gros volume. L'objectif: Structurer le réseau de l'export Dans un premier temps, air France sera en mesure de mettre en place une échelonnement des envois par une reprogrammation très proche. Atouts : Pérenniser et développer la dynamique de l'export Utiliser les capacités en Fret et évaluer la nécessité à moyen terme de mettre en place un Fret cargot. Cet outil profitera également à des agriculteurs, certains ont déjà pris contact avec Air France Cargot pour l'envoi de carcasses de bœuf sur les Antilles. La Guyane fait face à un défi démographique majeur. Elle doit par conséquent continuer à œuvrer activement pour son développement endogène, et notamment pour son indépendance alimentaire. Les filières de production et de transformation de Guyane manquent de centres techniques afin d'appuyer leur croissance et d'innover. Il n'existe plus par exemple de Centre Technique Aquacole alors que les transformateurs de produits aquatiques (sauvages et aquacoles) sont demandeurs de matières premières pour bénéficier pleinement de leurs marchés. La réactivation de la Station Expérimentale de Soucoumou, pour ne pas redevenir un « gouffre financier », doit s'établir sur l'identification de besoins certains. Les besoins actuels sont recensés sans ordre de priorité. Les scénarii qui suivront feront état des priorités proposées. - Centre technique aquacole, éclosion, incubateur, pépinière - Sensibilisation et formation des jeunes aquaculteurs - Ferme tropicale, centre de recherche appliquée et développement Hall technologique	CCIG / EPCI	Chambre consulaire	marc.sagne@ctguyane.fr	CCIG, Air France Cargot, CRPMEM, Chambre d'agriculture	325 K€		2018	2018	non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT2	Développement de la filière aquacole	Création d'une plateforme technique dédiée au secteur de la pêche. La plateforme doit être : Le lieu de centralisation des débarquements L'amélioration de la commercialisation en respectant le maintien de la chaîne du froid et la marche en avant du produit grâce à un marché de détail comportant une zone commune de découpe du poisson et des loges individualisées Une zone de stockage sous froid positif La valorisation des produits de la mer par la mise en place d'une usine de transformation Construction d'une centrale hydrogène en base et en appui	CTG	Collectivité	marc.sagne@ctguyane.fr	Fournisseurs, chantiers, formation, amateurs, transformateurs, exportateurs, vendeurs, CTG (GDI), CRPMEM	3 100 K€	FEAMP	2018	2022	non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT2	Développement de la filière pêche Plateforme de Mana	Le lieu de centralisation des débarquements L'amélioration de la commercialisation en respectant le maintien de la chaîne du froid et la marche en avant du produit grâce à un marché de détail comportant une zone commune de découpe du poisson et des loges individualisées Une zone de stockage sous froid positif La valorisation des produits de la mer par la mise en place d'une usine de transformation Construction d'une centrale hydrogène en base et en appui	EPCI ou Commune	Collectivité	marc.sagne@ctguyane.fr	Etat, CTG	8 427 k€		2018	2022	non hiérarchisé, délai de transmission tardif	
CT 3 – Energie	Centrale Energétique de l'Ouest Guyanais	Construction d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc Une batterie de stockage lithium-ion de 20 MW Un électrolyseur de 14 MW Une pile à combustible de 3 MW fonctionnant à l'hydrogène	SARA	SA		SARA, Hydrogène de France, CCOG, Banques	82 M€	12 % subventions européennes, 20 % SARA et partenaires, 68 % banques	Avant-projet sommaire réalisé	2021	P1	
CT 3 – Energie	Projet biomasse de Cacao	Installation d'une centrale biomasse à Cacao de 5,6 MW électrique	Obtention de l'agrément fiscal	VOLTALIA		Volitalia / CDC / Mairie de Roura / Banques	64 M€	15 % Volitalia 53 % banques 26 % crédit d'impôt 6 % subventions	novembre 2018	2019 (mise en service 2020)	S'inscrit dans les objectifs de la PPE Chantier initié en 2017 sur fonds propres.	P1
CT 3 – Energie	Hydrogène de Guyane à KOUROU 1	Construction d'une centrale photovoltaïque de 8,65 Mwc en phase 1. Et d'un stockage d'hydrogène de 2MW en phase 2.	POS de KOUROU, Autorisations administratives d'exploiter, finalisation du plan de financement	SARA	SA	SARA, EDF Energies Nouvelles, Mairie de KOUROU, Banques	22 M€	20 % SARA et partenaires 80 % banques	Avant-projet sommaire réalisé Avant-projet détaillé en 2018 Construction 2019-2021	2021	Les équipements seront installés sur un terrain propriété de la SARA, voisin du dépôt d'hydrocarbures existant de la SARA.	P2
CT 3 – Energie	Energie de Saint-Elie	Construction d'une centrale photovoltaïque de 25MWc, une batterie de stockage lithium-ion de 4MW, un électrolyseur de 10MW, une pile à combustible à l'hydrogène. => Alimentation électrique du village de Saint Elie et des mines avoisinantes en substitution à 90% des groupes électrogènes existants.	Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE) et agrément fiscal (DGFIP).	SARA	SA	SARA, Hydrogène de France, Mines, Mairie de Saint Elie, Banques	43,6 M€	20 % SARA et partenaires 80 % banques	Avant-projet sommaire réalisé	2021	P2	
CT 3 – Energie	Projet biomasse d'Iracoubo	Installation d'une centrale biomasse à Iracoubo de 10 MW électrique (2 x 5 MW)	Sécurisation du foncier (industriel et agricole) Autorisations administratives Obtention du tarif d'achat d'électricité Obtention de l'agrément fiscal	VOLTALIA		Volitalia / EPFA / Forest initiative/Mairie d'Iracoubo/ Banques	79 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2019	mise en service 2021	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet biomasse de Petit saut	Installation d'une centrale biomasse de 10 MW électrique aux abords du barrage de Petit saut	Autorisations administratives - Document d'attribution (Mairie de Sinnamary), AEU (DEAL), Raccordement (EDF SEI) Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE) et agrément fiscal (DGFIP)	VOLTALIA		Volitalia / Triton / mairie de Sinnamary / Banques	75 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2018	mise en service 2021	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet biomasse de Saint-Laurent-du-Maroni	Installation d'une centrale biomasse de 10 MW électrique (2 x 5 MW)	Sécurisation du foncier (industriel et agricole) Autorisations administratives Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE) et agrément fiscal (DGFIP)	VOLTALIA		Volitalia / EPFA / Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni / CCOG / Banques	79 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2019	mise en service 2021	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet éolien de Matti	Installation d'un projet éolien de 10 MW avec stockage de 1 MW/1MWh à Matti (Kourou)	Autorisations administratives - AEU (DEAL) Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE) et agrément fiscal (DGFIP)	VOLTALIA		Volitalia/Biotope/GEPOG/Mairie de Kourou / Banques	30 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2018	mise en service 2020	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet hydroélectrique de Belle-Etoile	Installation d'une centrale hydroélectrique de 4,5 MW sur saut Belle Etoile (Mana)	Autorisations administratives (Préfecture), Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE), Finalisation du plan de financement - subventions FEDER (CTG) et agrément fiscal (DGFIP)	VOLTALIA		Volitalia / Artelia / Biotope / Mairie de Mana / CCOG / banques	47 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2018	mise en service 2022	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet hydroélectrique de Maripasoula	Installation d'une centrale hydroélectrique de 3,2 MW à saut Sonnelle (Maripasoula)	Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE), Finalisation du plan de financement - subventions FEDER (CTG) et agrément fiscal (DGFIP)	VOLTALIA		Volitalia / CDC / mairie de Maripasoula / CCOG / banques	75 M€	15 % Volitalia 58 % banques 22 % crédit d'impôt 5 % subventions	2018	mise en service 2021	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	P2
CT 3 – Energie	Construction de la maison de l'énergie	Construction d'une maison de l'énergie dans l'ouest de la Guyane pour promouvoir les sources d'énergie respectueuses de l'environnement	Financier, foncier	PNRG	syndicat mixte	Mairie de Mana, EPFA, AUDEG, PNRG	2,37 M€		2017	2022	P1	
CT 3 – Energie	Promouvoir les éco-matériaux dans la construction guyanaise	Accompagner l'aspect réglementaire et administratif - normes/surveillance déconnaissances/contrôle d'impôt énergie... Mutualiser les équipements de test et de mise au point Labelliser selon niveau des produits Orienter la formation initiale, alternante et continue...	Financement Manque de liaisons entre producteurs et pouvoirs publics	Pôle économique		Entreprises- CTG - socio-professionnels - consulaires - état - ONG - Collectivités locales	80K€ par/an pour 1 ETP et communication	Etat/Feder/ADEME : 75% CTG 25% ? Contributions en nature des consulaires et socio professionnels	2018	évaluation sur 3 ans	S'inscrit dans la PPE et le SAR	P1
CT 3 – Energie	Développer les modes de transport doux et la mobilité électrique		Manque d'infrastructures	ADEME			30 M€ d'infrastructures		immédiat		P2	
CT 3 – Energie	Gestion des déchets en sites isolés au service de l'adaptation réglementaire	mise en place de zones de stockages adaptées respectant les normes et d'un mode de gestion approprié	Inadaptation réglementaire Prise en compte opérationnelle du Retex PAG/ADEME/DEAL Mode de gestion complexe CCOG/Continue Délais Co-financements	PAG			400 k€	PAG 50 k€ Autres : 350 k€	Retour d'expérience puis propositions d'adaptations réglementaires en 2018 Démarriage de la mise en œuvre en 2018	2020	P2	
CT 3 – Energie	Centre de recyclage guyanais	Installation d'un broyeur à métaux et d'une fonderie à arc électrique à vocation régionale avec pour objectif le recyclage des aciers issus des véhicules hors d'usage	Financement	Caribbean Steel Recycling	Entreprise privée ou association						P2	
CT 3 – Energie	Réaliser une unité de valorisation énergétique des déchets en Guyane de 6 à 8 MWe	Projet situé sur la commune de Réminé-Monplaisir Installation permettant l'atteinte des niveaux de valorisation globale des déchets proche des objectifs nationaux (65%) et répondant aux orientations de la Programmation Pluriannuelle Énergétique (PPE) à 2023 (8MWe) Sur le modèle de l'usine CTO (10 MWe), construction d'une centrale de production d'électricité (10 Mwe) par gazéification de déchets non-toxiques et de biomasse (50 000 t/an) en utilisant une torche à plasma pour les biensfaits de la population Guyanaise. En sus, ArianeGroup souhaiterait en sortie en dériver le H2 Gazéux afin de le liquéfier pour les besoins en ergols d'Ariane 6, réduisant ainsi son coût d'approvisionnement	Foncier, porteur à identifier, calendrier	ADEME			80 à 140 M€			2022	projet s'inscrivant dans la PPE et le PDEDMA	P1
CT 3 – Energie	Centrale de Production d'Electricité par Gazéification		Foncier Financier	Consortium (Corps d'Etats, Agence Spatiale, Industriels, (y AGS), Banques)			70 M€		mi-2018	fin 2021	P2	
CT 3 – Energie	Améliorations des contributions financières des Eco-organismes dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs	Permettre un meilleur soutien des EPCI portant sur : Le garant de reprise des matériaux très au tarif identique au national Couverture du taux de soutien à hauteur de 22 €/habitant Mise en place d'une aide spécifique au démarrage Mise en place d'un plan territorial induisant une valorisation locale et des engagements en termes de performances pour les zones en pourvoi Transparence des charges et recettes par territoire	Acceptation du principe de révision du contrat CITEO Mise en place des soutiens à hauteur des attentes soit 50% du coût réel ou 22€/habitant Administratif : Finalisation d'un avenant au contrat entre les collectivités et CITEO Finalisation d'un avenant au contrat d'agrément entre l'Etat et CITEO Partenariats clés à nouer : Mobilisation Etat niveau ministériel - MTES pour faire valider le niveau de retour financier	CACL	CT	Partenaires mobilisés : EPCI, association AMORCE, ADEME local, MTES et Eus Partenaires à mobiliser : Etat niveau ministériel - MTES - DGPR, ADEME National		2018-03-01	2018-05-01	P1		
CT 3 – Energie	étude et démonstration de la faisabilité de l'exploitation des courants marins pour la production d'énergie renouvelable	étude de faisabilité relative à l'implantation d'une filière en Guyane	Test de corrosion Connaissance de l'impact faunistique Définition des moyens nautiques adaptés Absence de démonstrateur	ADEME et IFREMER			800 k€	ADEME / Etat / CTG	2019	2021	S'inscrit dans la PPE	P2
CT 3 – Energie	Projet GuHyane	Etudes et dimensionnements pour le projet « gestion de l'hydrogène associé au numérique pour une économie » (phase 1 du projet)	Financier - recherche de la part subvention, le projet n'ayant pas pu être retenu à l'AMI « territoires d'innovation grande ambition ».	CTG – GDI		CNES, Air Liquide, CEA, Université de Guyane, EDF-SEI, SARA, MOBAPI, SOLOMAZ	926,8 k€	Co-financement des partenaires : 526,8 k€ Subvention manquante : 400 k€	démarrage mi-2018	12 mois de réalisation	P1	
CT 3 – Energie	Sylviculture – plantations pour la production de bois d'œuvre et bois énergie	Réalisation d'une plantation sur une zone de forêt primaire d'une surface de 600ha avec une première récolte à horizon 2022	Autorisations administratives.	Interprobois Guyane			9,94 M€		mars 2018	1ère récolte 2022	P2	
CT 3 – Energie	Suivi météorologique du grand sud guyanais	- implantation de 3 stations météo autonomes dans le sud de la Guyane afin de disposer de façon pérenne des données nécessaires au suivi du changement climatique (Mont toupé, Mont Galbaio, Trois Sauts) - recherche de la présence d'espèces indicatrices de changement climatique	Financier (budget non disponible en raison des coûts importants liés au transport hélicoptère en sites isolés)	PAG		PAG, Météofrance, communauté des acteurs scientifiques de Guyane	80 k€ hors main d'oeuvre	PAG : 15 k€ sur trois ans Financements manquants : 65k€	octobre 2018	novembre 2022	P1	
CT 3 – Energie	Observation du carbone, actions de recherche carbone et gestion du foncier agricole afin de limiter l'impact du changement d'affectation des terres	Mettre en place d'un observatoire du carbone - Contrôler une observation du carbone en Guyane - S'engager dans la démarche mondiale 4 pour mille, visant à rendre les sols agricoles stockeurs de carbone. - Mettre en place un observatoire du foncier, en lien avec l'observatoire du carbone.	Absence d'observatoire du carbone Manque de financement des activités de recherche Contrôle de l'utilisation des terres pour éviter les déforestations - études	ADEME		Laboratoires, CTG, Etat, interprofessions agricoles, chambre d'agriculture, AUDEG	400 k€/an pour observatoire carbone et recherche 300 k€/an pour la gestion du foncier agricole (Etat et CTG)	FEDER, FEADER, Etat, ADEME, AFD, CTG, clé à déterminer	immédiat	immédiat	P1	
CT 3 – Energie	Terminal énergétique de Saint-Laurent-du-Maroni	Construction d'un terminal à Saint-Laurent-du-Maroni	Autorisations administratives, foncier, adaptation de la modernisation du port de Saint-Laurent, Plan de financement	SARA	SA	SARA, Hydrogène de France, CCOG, Banques	65 M€	20 % SARA et partenaires 80 % banques	Avant-projet sommaire réalisé	2022	P1	

CT 3 – Energie	Promouvoir et implanter le Développement Durable au sein de l'économie et des TPE guyanaises	Stratégie comportant plusieurs mesures visant à l'accompagnement des TPE – PME vers un développement durable	Pédagogie, financement, manque de structure faisant l'interface avec les entreprises	Pôle économique		Entreprises- CTG – socio-professionnels – consulaires – état – ONG – Collectivités locales – associations citoyennes	350 k€ annuel	Etat/Feder/ADEME? : 75% CTG 25% ? Contributions en nature des consulaires et socio professionnels	2018	Sur 3 ans	S'inscrit dans la PPE et le SAR	P1	
CT 3 – Energie	Projet Solaire flottant – Barrage de Petit Saut	Installation d'une unité photovoltaïque de 5 MW sur support flottants sur la retenue du barrage de Petit Saut	Documents d'urbanisme Absence de cadre permettant la prise en compte du coût de financement	AKUO ENERGY	entreprise privée	EDF – Etat	12 M€	20 % de fonds propres, 80% de dettes sur le projet	2018	2019	S'inscrit dans les objectifs de la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	Réalisation d'un système de production d'énergie hybride sur la commune de St	Projet de réalisation d'une installation photovoltaïque avec stockage de 1 MW et 1.2 MWh sous forme containerisée avec un entretien facilité	Négociation avec les collectivités et la CRE	AKUO ENERGY	entreprise privée	EDF – collectivités locales	2,3 M€	20 % de fonds propres, 80% de dettes sur le projet	2018	Début 2019	Compatible avec les orientations de la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	VALORISATION DE LA BIODIVERSITE pour un développement durable de Roura Kaw en développant les modes de transport doux et la mobilité électrique	Balades et itinéraires Touristiques JAL Zéro émission		Financier	JAL Voyages	Etat, Collectivités, Parc Roura Kaw, partenaires publics/privés	540 k€	Auto-financement : 40 000 € Partenaires privés : 20 000 € Contrat de destination : 120 000 € CTG : 120 000 € Europe 120 000 € CNES : 120 000 €	engagé	décembre 2019		non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	Cluster pour le développement des filières forestière, agricole et en énergies renouvelables dans l'Ouest de la Guyane.	Organisation de ces moyens par une structure d'animation et de la coordination des acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour optimiser le plan d'approvisionnement (soierie, connerie d'exploitation de bois d'œuvre, bois de charbon, déchets à faible impact). Développement d'un outil informatique pour la gestion et l'analyse des données de biomasse. Mise en place d'une batterie destinée à alimenter le réseau EDF en puissance et en fréquence	Sécurité du foncier (industriel et agricole) Autorisations administratives Obtention du tarif de rachat d'électricité (CRE) et agrément fiscal (OGDF) Création de la structure d'animation	GENERG	association	InterProBois / Chambre d'Agriculture / EPFAG EcoFog / Forest Initiative / CCOG / ONF	100 M€		2018	2020	S'inscrit dans la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	Hydrogène de Guyane à KOUROU 1	Construction d'une batterie de stockage de 5 MW fonctionnant à l'hydrogène sur un terrain de 20 ha	Plan d'occupation des sols de KOUROU non compatible avec projet Autorisations administratives d'exploiter	SARA	SA	SARA Hydrogène de France, Mairie de KOUROU, banques	5 M€	20% SARA et partenaires 80% banques	APS terminé		S'inscrit dans la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	Valorisation énergétique agricole de l'ouest guyanais	Une unité de production de biocombustible. Une centrale électrique de 12MW utilisant la biomasse produite. Une centrale électrique de 12MW utilisant la biomasse provenant des exploitations forestières existantes ou à monter. Une unité de valorisation du CO2 produit pour alimenter des algues destinées à être compostées pour produire du méthane et à être brûlées dans la centrale	Réglementaires Autorisations administratives Foncier	SARA	SA	SARA, Hydrogène de France, ONF, DAAF, Chambre d'Agriculture de la Guyane, DAAF, Banques	161 M€	10% Fonds européens 20% SARA et partenaires 70% banques	APS réalisé, APD en 2018, construction 2019-2021	2021	S'inscrit dans la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)	Intègre une unité de valorisation du biogaz	Loi littoral, urbanisme (SAR) et foncier (Domaine forestier permanents)	CACL	CT	Etat niveau ministériel	50 M€		2018	2021		non hiérarchisé	
CT 3 – Energie	projet Biomasse de la Guyane	Ce projet Biomasse doit permettre dans le cadre du développement des énergies renouvelables d'atteindre les objectifs fixés par la PPE de passer d'une production de 15 MW en 2018 à une production de 40 MW en 2023.	Financier	CTG	CT	ONF-ADEME, PRME, DAAF, CIRAD, laboratoires de recherche, UAG, DRRT, opérateurs forestiers, CCIS	6 M€		2018	2023	S'inscrit dans la PPE	non hiérarchisé	
CT 3 – biodiversité	Réalisation d'un inventaire local des savoirs traditionnels autochtones Définition de la notion de consentement des communautés	Constitution d'un inventaire avec une banque de données actualisable	Prise en charge de la mission par l'Etat (à engager) Réglementaire (décret d'application de la loi EROM, arrêté préfectoral de dérogation, convention de Washington)	Etat – DEAL				à déterminer par les services publics			Fiche proposée par l'ONAG mais sans accord trouvé auprès d'un porteur	P3	
CT 3 – biodiversité	Développement d'une méthode fiable, robuste et économique d'inventaire des ressources forestières en Guyane	Développer une méthode d'inventaire forestier adaptée au contexte des forêts guyanaises afin d'optimiser le rapport coût-efficacité du système (stratification du territoire à partir de données de télédétection ; acquisition et traitement de données Lidar ; inventaire sur le terrain ; extrapolation des données à l'échelle du territoire).	Financement	ONF International	SASU		624 k€			Après 6 semestres		P1	
CT 3 – biodiversité	Laboratoire d'excellence Centre d'Etude de la Biodiversité Amazonienne – 2.0	Renouvellement du Labex CEBA, basée sur un élargissement de son périmètre aux domaines du littoral aux services écosystémiques liés à ces milieux de mangrove, aux ressources halieutiques et aux enjeux des impacts des changements globaux sur ces milieux « hotspots » de biodiversité.	Lever les financements de type PIA3 pour financer le projet Impliquer plus les acteurs locaux dans l'appropriation des résultats de la recherche	CNRS	EPST	Agroparitech, CNRS, CIRAD, IFREMER, INRA, IRD, Institut Pasteur de Guyane, Université de Guyane, Université des Antilles, Université de Montpellier, Université de Toulouse	20 M€ sur 10 ans	PIA 3 ?	1er janvier 2020	31/12/2029		P1	
CT 3 – biodiversité	Observatoire des habitats naturels et de la biodiversité de Guyane.	Rassembleur sur une même plateforme une analyse dynamique de l'état de conservation des espèces naturelles et des espèces, ainsi qu'à produire de l'information de terrain, en intégrant l'ensemble des partenaires locaux.	Financier Création de l'OBAG	CEN & CTG	association loi 1901 & Collectivité	DEAL, DAAF, CTG, CEN, CSBPR, ONF, PAC, Contraintes et communautés de communes, PNRG, GEPOG, Herbar de Guyane, UMR Ecoles, CUL, Fondation Bioparc, MNHN, UJCN, SEPANGU, Kwana, BE.	3,3 M € sur 4,5 ans	FEDER 50 %, autofinancement OBAG, et autres cofinanceurs à trouver	2ème semestre 2018	2022		P1	
CT 3 – biodiversité	Investissements pour l'Office de la Biodiversité amazonienne de Guyane en tant qu'Agence régionale de la Biodiversité.	Investissements initiaux (locaux, laboratoires, jardins) pour mettre en place l'OBAG et disposer d'une agence régionale de la biodiversité	Financier	CTG	Collectivité locale	CTG, DEAL, EPFAG, commune de Roura, PNRG	6M€	50% FEDER, 50% à identifier.	2ème semestre 2018	2022	Le projet vise en tout premier lieu à effectuer une étude de programmation ; puis à réaliser les travaux.	P1	
CT 3 – biodiversité	Mise en place de la maison des palmiers de Roura		financier	PNRG			1,231 M€		2018	Fin 2020		P2	
CT 3 – biodiversité	Création de l'école du savoir et de la forêt	Mettre en place un centre des savoirs de la forêt en Guyane tourné vers la formation, l'organisation et l'autonomisation de populations amérindiennes aux pratiques agro-écologiques inspirées des savoirs traditionnels.	Recherche de financement public/privé Recherche de foncier à Saint-Georges dans le cadre des opérations de l'EPFA	Nature Rights				Montant total sur l'ensemble du projet sur 3 ans (comprendant 5 projets locaux, l'interface et la création de contenu) : 1 million d'euros. Montant sur la Phase 1 à St Georges (1 an) : 120.117 euros.	Co financement LVA Mazzy/ESF - NatureRights, CCEG GAL de l'EST (FEDER CTE, LEADER), Prefecture de Guyane, DAC, Mairie de Camopi.		Autres projets : démarrage pour la rentrée 2019 interface mise en ligne pour la rentrée 2019.	Expériences déjà menées au Brésil	P2
CT 3 – biodiversité	Construction de la maison de l'eau	Construction de la maison de l'eau au Rorota (éducation à l'environnement auprès des scolaires et de la population par des actions de sensibilisation / information / animation / exposition permanente, structuration de l'offre touristique de la zone)	Foncier supplémentaire à acquérir	CACL		Etat, CTG, CACL, mairie de Rémire-Montjoly, SGDE	1 M€			18 mois		P2	
CT 3 – biodiversité	Mise à disposition de connaissances pour la reconnaissance des arbres de Guyane	Réalisation d'un guide d'identification de plus de 300 espèces d'arbres de Guyane, accessible à la fois au grand public sans bagage scientifique et aux experts et professionnels de l'environnement.	Finalisation du plan de financement Retard pris sur le calendrier prévisionnel	ONF	EPCI	ONF (coordination et réalisation de l'ouvrage), partenaires techniques (ouvrage) : Herbar de Guyane, une dizaine de contributeurs parmi les spécialistes des arbres (botanistes, écologues, ethnobotanistes, ingénieurs forestiers)	150 k€	70 % ONF 30 % assises des OM Recettes prévisionnelles : 33 750€	2018	2019		P1	
CT 3 – biodiversité	Création d'une maison de la biodiversité		Frein financier			Possibilité EPFA Guyaquerophilie Passion					Pas de fiche projet déposée	P3	
CT 3 – biodiversité	Accompagnement à la mise en place de plan de gestions communautaires sur les espaces gérés par les communautés autochtones (ZDUC, concessions collectives...)										Pas de fiche projet déposée	P3	
CT 3 – biodiversité	mise en place d'un dispositif d'EEDD régional avec constitution d'une maquette pédagogique biodiversité	maquette pédagogique « biodiversité », à destination de tous les enseignants, réunissant l'ensemble des ouvrages, outils existants déjà dans le réseau et complétés par d'autres au besoin.									Pas de fiche projet déposée	P3	
CT 3 – biodiversité	Accompagnement des collectivités à la mise en œuvre de démarches de développement durable (en démarche participative) : eau, énergie, déchets, écotourisme, etc										Pas de fiche projet déposée	P3	
CT 3 – biodiversité	Création d'un premier centre d'hébergement dédié à l'EEDD en Guyane	- Etude de faisabilité - Initier le premier centre permanent d'initiation et de formation aux questions EEDD - Mise en place de premiers modules de sensibilisation et de formation à l'EEDD	Financier Foncier (si OBAG non créé) Transport des élèves	GRAINE ET CTG	Association loi 1901 Et Collectivité	Rectorat, PNRG, DIECCTE, DEAL, DAAF, UNCPRE, Réseau Ecole et Nature, FNH	1 536 k€	financements à trouver	2ème semestre 2018	2022		P1	
CT 3 – biodiversité	BIOETHNOC (BioDiversity and Health in the TROPICS)	Formation d'excellence (Master/Doctorat) sur la thématique de la Biodiversité et de la Santé en milieu tropical : création et mise en réseau de 13 parcours de master et 4 écoles doctorales.	- coordination et mise en œuvre d'outils pédagogiques numériques permettant d'assurer la cohésion des territoires au-delà de leur éloignement - financier - sensibiliser le SCPI à la spécificité de l'outre-mer français	Université de Guyane	EPSCP	Toutes les universités d'Outremer, organismes de recherche	20 M€ sur 10 ans (2M€ par an à répartir entre 6 territoires)	PIA 3	.septembre 2019			P1 ?	
CT 3 – biodiversité	Brigade nature	Mise en place d'une brigade d'agents polyvalents sur l'ensemble du territoire du PNRG pour lutter et prévenir les atteintes au patrimoine environnemental (exploitations minières illégales, présence de zones de déchets sauvages, braconnage, non-respect du cadre de vie, entretien sommaire de sites fréquentés par les administrés et les touristes).	Financier Réglementaire : possibilité d'armer les gardes	PNRG	syndicat mixte	CTG, DEAL, Comité du tourisme, ONF, AFB	1,7 M€	origine des financements et clef de répartition... : CTG (16%), CNES Mission Guyane (5%), FSE/DIECCTE (74%), PLIE Guyane (5%)	2018			P1	
CT 3 – biodiversité	Mise en place d'une brigade de la police des forêts et terres autochtones	Lutte contre les occupations illégales, squats, conflits d'usage sur le domaine forestier, en particulier les ZDUC, concessions et cessions à des communautés d'habitants.	Formation des communautés d'habitants à la sécurité et à la protection de l'environnement Recrutement	Etat / Collectivités		PNRG, Collectivités, PAG, communautés autochtones		à déterminer par les services publics		pourrait être opérationnel dès 2018	Fiche proposée par l'ONAG mais sans accord trouvé auprès d'un porteur	P3	
CT 3 – biodiversité	Suivi en temps réel de la déforestation à partir d'imageries Radar, optique et LIDAR sur tout le territoire de Guyane française et du plateau des Guyanes	Mise en œuvre d'une architecture informatique pérenne et dédiée hébergeant un outil de surveillance sur la déforestation sur tout le territoire de Guyane et du plateau des Guyanes.	Identification des territoires concernés Financements : Portage financier extérieur ONF	ONF	EPCI	ONF international, WWF, Pays frontaliers	200 k€	à définir	Juin 2017	1 ^{er} semestre 2019 (mise en production)		P1	
CT 3 – biodiversité	Développement de méthodes innovantes de surveillance et de suivi par drone des activités légales et illégales sur le domaine forestier géré	Développement de nouvelles méthodes de surveillance et de suivi par drone des activités légales et illégales en forêt guyanaise :	Sociétés spécialisées dans le domaine quasi inexistantes en Guyane ou encore très jeunes - pas ou peu de réalisations similaires en contexte tropical couvrant ces besoins ->	ONF	EPCI	ONF international, DAAF, opérateurs privés guyanais dans le domaine de l'acquisition de données aériennes	314 k€		1 ^{er} semestre 2018	2ème semestre 2019		P1	
CT 3 – biodiversité	FORLAND : Plateforme web multi-utilisateurs de suivi de la déforestation et de gestion du foncier	Géo-plateforme web de suivi quasi temps-réel de la déforestation et de partage de données pour une meilleure coordination des services de l'Etat en matière de gestion du foncier et de lutte contre la déforestation illégale.	Financement - Outil permettant de suivi de la déforestation venant d'être validé suite à sa phase de R&D, les partenaires entament la recherche de financement pour son déploiement opérationnel en Guyane	ONF International	SASU	ONFI, ONF, DAAF, DEAL, France domaine, collectivités territoriales, pays frontaliers du Plateau des Guyanes	237 k€			Après 5 semestres		P1	
CT 3 – biodiversité	Mise en place des deux radars terrestres pour lutter contre la pêche illégale	Mise en place de deux radars terrestres, un à l'ouest et un à l'est. Ces radars militaires permettraient de surveiller en permanence les eaux côtières guyanaises et lutter plus efficacement contre la pêche INN.	Etude technique déjà réalisée ou partiellement réalisée. Le principal point de blocage semble le financement entre les différents ministères concernés. Les radars ont été annoncés par le secrétaire général de la Mer, Michel Aymeric en 2014.	Etat		Services de l'Etat concernés, RN Amana, RN Ile du Grand-Connétable	?				Projet proposée par le GEPOG mais sans accord trouvé auprès d'un porteur	P3	
CT 3 – biodiversité	Changement climatique, valorisation naturaliste et économique d'un espace naturel d'importance mondiale pour les populations d'oiseaux migrateurs nord américain	L'Ouest du territoire guyanais possède un potentiel éco-touristique remarquable du fait des populations animales qu'il héberge et notamment des oiseaux. Cependant, à l'heure actuelle la déprise agricole a entraîné une baisse de l'attractivité de certain milieux. Ainsi, il conviendrait de prévoir un projet permettant de : 1. Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels, 2. Promouvoir une gestion agro-environnementale de ces espaces 3. Développer des activités écotouristiques en lien avec les partenaires locaux 4. Mettre en place une gouvernance efficace	Financier	GEPOG et autres structures	association loi 1901	Etat et établissements publics (Cdl), CTG, collectivités (Mana, CCOG...), RNA, PNRG, association de protection de la nature, association Soukourou, BirdLife, Birds Caribbean, New Jersey Audubon, gouvernements canadien et américain	2 M€		2019	2022		P2	
CT 3 – biodiversité	suite du projet PALLICA : « Pêcheries actives pour la limitation des interactions et des Captures Accidentelles », première phase opérationnelle	- tests de mesures pratiques de limitation des captures accidentelles de tortues marines et de dauphins à partir des propositions des pêcheurs locaux (modification de couleur des bouées, modification de la nappe de filets...) - coordination par WWF : mise en place des essais par le CRPMEM	Obtention des autorisations d'embarquement sur des navires aux normes. Dédommagement des embarquements (manque à gagner pour les armateurs ?). Problèmes liés à la pêche illégale	WWF			399 k€	Assises de l'outremer : 90% WWF : 10 %	.mars 2018	décembre 2020		P2	
CT 3 – biodiversité	La valorisation de la biodiversité guyanaise comme outil de préservation		financements	CRPMEM			150 k€		2018	2020	Fiche reçue après la fin de la première phase et jamais présentée au CT3 par son porteur	P3	
CT 3 – biodiversité	Équiper les navires crevetiers des dispositifs TED						95,7 k€		.mars 2018	juin 2018	Fiche reçue après la fin de la première phase et jamais présentée au CT3 par son porteur	P3	
CT 3 – biodiversité	Création d'une unité de transformation du bois en charbon	L'objectif est d'améliorer la qualité des sols et d'éviter l'usage d'engrais	financier				2 M€				Pas de fiche projet déposée	P3	
CT 3 – biodiversité	Création d'une ferme d'expérimentation	Un outil structurant composé d'une station d'essais agricoles et d'un centre de transfert technologique destinée au soutien technologique des filières agricoles	financier	GDI		CTG/APIFIVEG/CAG	10 à 12 M€			36 mois	Projets similaires à Belem et la Réunion	P3	
CT 3 – biodiversité	Agro-écologie	L'objectif du projet est de co-construire des solutions de production alternative répondant aux besoins de productions et favorables à la biodiversité. Une hiérarchisation des solutions sera proposée en fonction de leur acceptabilité. Pour cela, le projet comblera de l'expertise agro-environnementale avec un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs concernés par la thématique.	Diversité des populations agricoles (Hmong, Saramaca, amérindiens...). Bâtiment linguistique. Diversité des pratiques agricoles (marachage, cultures mixtes, vergers...). Diversité des modes de production (intensif, vivrier, etc.) Thématique nouvelle et innovante sur le territoire.	GEPOG	association loi 1901	SIMA-PECAT, Chambre d'agriculture, DAAF, DEAL, PAG, ONF, UAG agriculteurs, maîtres, PNRG, ONG	0,5 à 1 M€	Assises/État : 400-800k€ CTG : 50-100k € Autres financement : 50-100k€	juin 2018	juin 2021		P1	

CT 3 – biodiversité	Aménagement de la crique fouillée	Aménagement de la crique Fouillée comprenant l'entretien pour rétablissement de l'écoulement sur 8.3 km et l'aménagement d'un sentier pédestre de découverte de 3 km et d'infrastructures pédagogiques et de loisirs en bordure de la RN4, le long de la crique Fouillée avec jonction vers le sentier Vidal-Montlélice.	- Financement - Partenariat avec organismes gestionnaire et structures d'animation - Autorisation foncière (Etat)	CACL	EPIC	Etat, CTG, Conservatoire du littoral	2,5 M€	1er trimestre 2019	février 2021		P1	
CT 3 – biodiversité	TRAMES – 2ème tranche	Prolongement du projet TRAMES, qui vient d'être engagé sur le territoire de la CACL, à d'autres territoires (ex : Mana). Objectif : appropriation des trames vertes et bleues dans les territoires	Financier Réglementaire et foncier : nécessité de sécurisation des trames vertes et bleues	Kwata	association loi 1901	GEPOG, mairies, communautés de communes	660 k€	janvier 2020	decembre 2022		P1	
CT 3 – biodiversité	aménagement d'un parc paysager éco-quartier à Rémyre-Montjoly	parc de 1,2 ha	finalisation plan de financement	EPFA		CACL / CTG / ville de Rémyre-Montjoly	800 k€	2018	2019		P2	
CT 3 – biodiversité	aménagement de jardins urbains	aménagement de jardins urbains sur les ZAC de l'EPFA pour améliorer le cadre de vie des habitants et impulser une dynamique d'agriculture urbaine en Guyane.	finalisation plan de financement	EPFA		CACL / CTG	50 k€	(10% EPFAG / 70% FEDER / 20% Autre)	2018	2019	P2	
CT 3 – biodiversité	aménagement d'un parc paysager dans le quartier de Soula		finalisation plan de financement	EPFA		CACL / CTG / ville de Macouria	800 k€		2018	2019	P2	
CT 3 – biodiversité	Mise en place d'un service d'assistance technique aux maîtres d'ouvrage	Mise en place d'un appui aux collectivités dans le domaine de l'eau potable de l'assainissement par un service dédié de l'OECE	Financier Renforcement des capacités humaines et financières de l'OECE	Office de l'eau de Guyane	EPA	- Pôle Affaires Européennes de la CTG - DEAL, DAAF	781k€ sur 3 ans	20% OEG 80 % à trouver	2018	-	P1	
CT 4	Egalité de droit : augmenter les réponses en matière d'hébergement aux violences faites aux femmes en Guyane	Lutte contre les violences faites aux femmes		L'Arbre fromager		SIAO, CTG, DGSCS, CAF, ministère de l'outre-mer	550 000 € / an (achat d'un battement et fonctionnement du centre et des nuitées)		Démarrage courant 2018 puis pérenne		Dossier en lien avec le PUG. Thématique en phase avec les besoins, non couverts par l'existant. Réserves de la DGCS qui préconise une réorientation du projet sur un support intermédiaire local.	P1
CT 4	Egalité de droit : coordination et mutualisation des moyens en réponses aux violences faites aux femmes en Guyane.	Lutte contre les violences faites aux femmes		L'arbre fromager		DRDFE, FIPD, Ministère de la justice, ARS, Ministère de l'outre-mer, politique de la ville, CTG	60 000€ en co-financement pérenne		43101		Projet réaliste et réalisable correspondant à un besoin avéré et au bénéfice d'une problématique à forte occurrence sur le territoire	P1
CT 4	Programme de prévention « Santé et bien-être » pour les communautés autochtones de Guyane.	Santé/ Prévention/ Enjeux de société		ONAG		ARS, CERMEPI, CHAR, CHOG, Centres de santé, Centre Médico Psychologiques (CMP), collectivités, partenaires publics et privés	Prospection Maroni + Oyapock : 18 500 € Réalisation suivi Maroni: 30 000€ / village Réalisation et suivi Oyapok : 33 500€ / village (Hors transport fluvial)		Voyage de présentation du projet aux communautés d'ici fin 2017		Projet répondant à une problématique majeure sur cette partie du territoire mais nécessitant une fiche projet actualisée et plus détaillée. La CTG est réservée sur ce projet	P1
CT 4	Antenne d'Atelier Vidéo Multimédia (AVM) à Maripasoula	Education/ Jeunesse/ Enjeu de société		Atelier Vidéo Multimédia (AVM)		DAC Guyane, CNC, CTG, Communes du Haut Maroni, Guyane 1 ^{er} , Fondation Air France.	Investissement : 25 000€ Fonctionnement : 100 000€ / an		Démarrage en 2018		Projet innovant porter par un opérateur compétent et un réseau partenarial déjà établi	P1
CT 4	Pôles multisports et culturels Amazoniens	Education / Jeunesse / Enjeu de société		Comité Régional Roller Sports de Guyane		DJSCS, DAC, CTG, PAG, communes, communautés de communes	Construction du site : 150 000€ puis 5000€/an entretien		- Décembre 2017 - janvier 2018 : Mise en forme du projet		Dossier intéressant porté par un opérateur crédible et ayant fait la preuve de son savoir-faire. Il semble cependant en l'état trop ambitieux et gagnerait à être limité dans une première phase sur 1 ou 2 communes (de préférence relevant des QPV). Il conviendrait également de repenser la question des postes nécessaires à leur financement.	P1
CT 4	Dispositif de développement de la mobilité locale et internationale des jeunes Guyanais par le volontariat et les échanges de jeunes.	Education/ Jeunesse / Enjeux de société		Peupl'en harmonie		CTG, DJSCS, villes et communes, Etat	150 000€ / an		Lancement prévu en Janvier 2018 et à prévoir sur 3ans minimum.		Dossier cohérent avec les problématiques locales et soutenu par la DJSCS. Le volet financier du projet doit cependant être affiné	P1
CT 4	MAROYA (La caravane, pirogue des jeunes)	Education / Culture / Enjeux de société		TANGRAM		Associations socioéducatives, loisirs, sports, découvertes, sciences, CRU, Maison des adolescents, services publics, CDAD, Associations médicosociales, communes, associations d'accueil et de médiation	2019 : 340 000€		2019 à 2021		projet intéressant centré sur des zones géographiques sensibles et au bénéfice d'un public ayant peu accès aux dispositifs de droit commun. Il est cependant nécessaire de préciser le financement	P1
CT 4	Création d'un centre de développement chorégraphique, une cité pour la danse pour tout le territoire, et tout public !	Education / culture/ santé/ enjeux de société / vieillesse		TOUKA danses Centre de développement chorégraphique National Guyane		Ministère de la culture, Europe Interreg, ministère tourisme, collectivité territoriale de Guyane, villes, bailleurs sociaux	2018 : étude de faisabilité et plan de construction 80 000€		2018		Dossier très ambitieux mais porté par un opérateur local reconnu. Ce projet est soutenu par la, DAC et la CTG	P1
CT 4	Un chez soi d'abord			AKATIJ		Etablissements de santé, établissements médicaux sociaux, bailleurs sociaux	250 000 €/ an -ARS, MILDECA, FIPD, CGET, COMMUNES, DJSCS		Démarrage en 2018		Dossier innovant mais en l'état actuel considéré comme non prioritaire par l'ARS et difficile à soutenir financièrement	P2
CT 4	Renforcement de la Cellule pour le Mieux-être des populations de l'intérieur (Cermepi)	Enjeu de société/ Santé /Prévention		CERMEPI		ARS, CHAR, CHOG, collectivité, Centre de santé, Centre médico psychologiques	100 000€ / an de budget fonctionnel 2018		Dès 2018		Dossier répondant à une problématique avérée mais insuffisamment structuré sur le fond et sur le volet budgétaire	P2
CT 4	Création d'un dispositif d'accueil petite enfance (micro crèche, de jardins, d'enfants/éveil...)	Enjeu de société		Entreprise « Mo koko wéy »		CAF, PMI, CTG, ARS, Mairies pôle emploi, RSMA, FSE, Entreprises d'insertion	CAF, CTG, Mairies, Fonds européens, Fonds propres		Novembre 2018 ouverture 1 ^{er} dispositif accueil		Projet centré sur une zone non prioritaire et dotée d'équipements de petite enfance. Pourrait relever de financement de droit commun	P2
CT 4	Programme de Réussite Educative pour les Mineurs Issus des Communes Eloignées Scolarisés (PREMICES)	Education/ Hébergement/ Interculturalité		Association Guyanaise et partenaires pour l'éducation (Agapé)		Services de l'Etat (préfecture, politique de la ville, FEJDCMS, DJSCS), CAF, Rectorat, CTG, Mairie de Camopi, CNES, SARA, le secours catholique, la fondation d'Auteuil et sa filière, l'Espérance)	579 929 € / an soit 1 159 858€ / 24 mois		Déploiement avant Décembre 2018		Interrogations sur la capacité du porteur à conduire un projet ambitieux et supposant un partenariat solide et pluri-institutionnel. Cette position pourrait être revue si la fondation "des apprentis d'Auteuil" s'investit davantage dans l'accompagnement du projet.	P2
CT 4	Mise en place d'une école pilote inspirée de la pédagogie alternative « Montessori »	Jeunesse / Education		ONAG		Rectorat, DJSCS, CTG, Ministère des Outre-mer, Collectivités, partenaires publics / privés.	Formation 10 000€		Rentrée scolaire 2019		dossier estimé non prioritaire et à la faisabilité faible, en l'absence de positionnement du rectorat	P2
CT 4	Création d'un centre d'Amitié Autochtone de Guyane	Protéger les plus démunis/ Jeunesse / Culture		ONAG		DJSCS, collectivités, partenaires, publics et privés, architectes	1 094 600 €		2018-2019		dossier très ambitieux et non soutenu par la CTG. Hors champ de l'atelier 4, pourrait éventuellement relever de CT3 mais faisabilité faible	P2
CT 4	Portail ressources et information jeunesse			Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)		DJSCS, communes et intercommunalités, CNES, Pôle emploi, Mission locale...	Budget prévisionnel 2018 : 200 000€		Préfiguration et élaboration 1 ^{er} semestre 2018 -		Dossier hors cahier des charges ADM, non soutenu par la DJSCS car relève désormais de la compétence CTG en matière d'information jeunesse et faisant doublon avec une application en cours de déploiement	P2
CT 4	Contrat Partenaires Jeunes	Loisirs, sports, culture		Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)		CAF, collectivités, DJSCS	Phase de préfiguration 75 000€		2018 : phase de préfiguration		Interrogation sur pertinence, faisabilité et impacts du projet. Non soutenable par la DJSCS	P2
CT 4	Création d'une unité de cure en addictologie au CHAR	Santé / Enjeux de société		Chef du pôle psychiatrique – Dr Simchowit		ARS, MILDECA, Ministère des solidarités et de la santé	Construction et fonctionnement d'un pavillon d'addictologie		Rapidement, terrain trouvé et plans réalisés		Dossier non soutenu par l'habilitation hospitalier	P3
CT 4	Création d'un Service Médico-Psychologique Régional (SMPR) au centre pénitentiaire de Rémyre-Montjoly	Santé / Enjeux de société		Chef du pôle psychiatrique – Dr Simchowit		Ministère de la santé, Ministère de la justice	Equipe médicale et paramédicale pour l'hôpital de jour et CATP		Quelques mois		Dossier non soutenu par l'habilitation hospitalier	P3
CT 4	Création d'un poste dédié de pédopsychiatre pour l'équipe mobile	Santé / Enjeux de société		Chef du pôle psychiatrique – Dr Simchowit		ARS, Ministère de la santé, Rectorat	Un ETP de praticien hospitalier		Immédiatement		Dossier non soutenu par l'habilitation hospitalier	P3
CT 4	Création d'un Centre Médico-Psychologique (CMP) à Kourou	Santé / Enjeux de société		Chef du pôle psychiatrique – Dr Simchowit		ARS, Ministère de la santé, ville de Kourou, CSG	Location d'une villa et fonctionnement de l'équipe médicale et paramédicale		Rapidement		Dossier non soutenu par l'habilitation hospitalier	P3
CT 4	Création d'un Institut socio-éducatif médicalisé pour adolescents (ISEMA)	Santé / Enjeux de société		Apprentis d'Auteuil / CTG / ARS		Apprentis d'Auteuil, CHAR, ARS, CTG, Rectorat	A déterminer selon le nombre de places retenues		Rapidement		Dossier non soutenu par un opérateur qualifié, nécessitant un financement très important et non retenu par l'ARS	P3
CT 5	CTG	Maison des Cultures et des Mémoires de Guyane	Création d'un pôle de conservation et de valorisations des mémoires et cultures guyanaises	frein financier	CTG		CTG et Ministère Culture	36 000 000,00 €	Ministère Culture : 33 % la CTG ne peut assumer seule le solde demande CTG : 80 % Etat	2019	2022	P1
CT 5	Mairie d'Awala Yalimapo	Création d'un CIAP, Pays d'Art et d'Histoire	Restauration du bâtiment dit Gîte des Hattes	frein financier	Mairie d'Awala Yalimapo		598 805,00 €	DAC 40 %, la commune ne peut assumer seule le solde restant	2eme semestre 2018	2019		P1
CT 5	Fédération des organisations autochtones de Guyane	Carbet de la Culture amérindienne Lokono	Création d'un lieu d'échanges culturels, sociaux et économiques	frein financier	FOAG		700 000,00 €	plan de financement en cours d'élaboration				P1
CT 5	DAC Guyane	E-Culture	Création de cyber-bases / désenclavement numérique / réseau des bibliothèques	frein financier frein de l'ingénierie chez les partenaires	communes de Sinnamary, Mana (Maripasoula envisagée)		750 000,00 €	CPER : 0,45 M	immédiat	2022		P1
CT 5	CTG	Équipements mobiles pour les arts de la scène	Déploiement de matériels techniques mobiles pour un déploiement de l'offre culturelle	frein financier frein de l'ingénierie chez les partenaires	CTG		600 000,00 €	CTG et Ministère Culture	plan de financement en cours d'élaboration			P1
CT 5	DAC Guyane	Compagnonnage du Fleuve	Création de lieux de transmissions des savoirs et mise en place d'un compagnonnage du Fleuve	frein financier frein réglementaire	communes d'Awala et de Papaichon		1 050 000,00 €	CPER : 0,45 M	immédiat	2022		P1
CT 5	Atelier Vidéo Multimédia	création d'un incubateur audiovisuel	d'un centre de formation et de production audio	frein financier	Atelier Vidéo et Multimédia		1,5M investissement + 0,3 M par an de fonctionnement	FEDER : 85 % (sur investissement)	immédiat	2022		P1
CT 5	CROAG	cité de l'architecture	Insertion d'un pôle dédié à l'architecture au sein de la MCMG, intégrant un volet formation à l'architecture équatoriale avec propédeutique et post diplôme	frein financier et partenariats à mettre en place avec les écoles d'architecture de métropole	CTG envisagée		2 500 000,00 €	même plan de financement que MCMG	2019	2022		P1
CT 5	EPFAG	Micro Folie à Soula	création d'une micro folie dans la ZAC Soula à Macouria	frein financier	Commune de Macouria		800 000,00 €	plan de financement en cours d'élaboration	Fin 2018	2019		P1
CT 5	Rangdy TONY	réhabilitation d'une salle de spectacle à gestion privée à Matoury	projet de réhabilitation et de communication événementielle à Matoury	frein financier	Rangdy TONY			plan de financement en cours d'élaboration				P1
CT 5	mairie de Sinnamary	création d'un centre d'interprétation des Savanes	centre d'interprétation des savanes dans une maison traditionnelle déjà identifiée.	frein financier	commune de Sinnamary			plan de financement en cours d'élaboration				P1

CT 6	AGIR pour la sécurité routière	Construire une « maison de la sécurité routière » permettant de rassembler, en un lieu unique, des acteurs de prévention et de sensibilisation ; un espace d'apprentissage et d'examen ; un centre ressources.	Financements Partenariats	UFOLEP	associatif	Contact : Willy CHARLES-NICOLAS, président Mail : crufolepguyane@gmail.com Téléphone 0694.91.12.34	Coordination de sécurité routière de la préfecture DEAL	5 M€	95 % Etat ?	2018	2021		P1	
CT 6	Pôle de rattachement des extractions judiciaires	Equipe de l'administration pénitentiaire aux extractions judiciaires et libérer les FSI de	Financements	CESER	CTG	Contact : Willy CHARLES-NICOLAS, Téléphone 0694.91.12.34	Min. Justice, TGI, parquet, administration pénitentiaire	1,2 M€	100 % Etat	2019		concerne strictement l'organisation interne de l'Etat	P1	
CT 6	Clubs et Equipes de Prévention Spécialisée à Macouria	mise en place d'une équipe de 6 salariés composés de 3 éducateurs spécialisés et de 3 moniteurs adjoints d'animation qui interviennent sur les secteurs prioritaires identifiés encadré par un chef de service qualifié. Le travail de rue est une pratique centrale. Il s'agit d'aller vers les jeunes, dans les lieux qu'ils fréquentent afin d'entrer en lien et établir une relation de confiance.	Financements	AKATIJ	associatif	Contact : Estelle JEANNOT 0694 41 02 53 Mail : contact@akati.fr Téléphone 0594 32 33 13	Etat, collectivités territoriales, partenaires associatifs	450 000,00 €	à définir	2019			P1	
CT 6	Clubs et Equipes de Prévention Spécialisée à Cayenne	mise en place d'une équipe de 6 salariés composés de 3 éducateurs spécialisés et de 3 moniteurs adjoints d'animation qui interviennent sur les secteurs prioritaires identifiés encadré par un chef de service qualifié. Le travail de rue est une pratique centrale. Il s'agit d'aller vers les jeunes, dans les lieux qu'ils fréquentent afin d'entrer en lien et établir une relation de confiance.	Financements	AKATIJ	associatif	Contact : Estelle JEANNOT 0694 41 02 53 Mail : contact@akati.fr Téléphone 0594 32 33 13	Etat, collectivités territoriales, partenaires associatifs	450 000,00 €	à définir	2019			P1	
CT 6	Clubs et Equipes de Prévention Spécialisée à Saint-Laurent du Maroni	mise en place d'une équipe de 6 salariés composés de 3 éducateurs spécialisés et de 3 moniteurs adjoints d'animation qui interviennent sur les secteurs prioritaires identifiés encadré par un chef de service qualifié. Le travail de rue est une pratique centrale. Il s'agit d'aller vers les jeunes, dans les lieux qu'ils fréquentent afin d'entrer en lien et établir une relation de confiance.	Financements	AKATIJ	associatif	Contact : Estelle JEANNOT 0694 41 02 53 Mail : contact@akati.fr Téléphone 0594 32 33 13	Etat, collectivités territoriales, partenaires associatifs	450 000,00 €	à définir	2019			P1	
CT 6	Pérenniser et étendre le projet « plate-forme d'encadrement de l'exclusion scolaire »	charge « englobante » et personnalisée du jeune, destinée à éviter qu'il tombe dans	Financements Partenariats	SOS	associatif	Contact : Erwan GOURMELEN, directeur Mail : Erwan.gourmelen@groupe-sos.org Téléphone 0694 22 15 13	Rectorat, préfecture, PJJ, CTG	200 000,00 €	à définir	2019			P1	
CT 6	un chez soi d'abord	le soin en addictologie, en santé mentale, troubles somatiques, et/ou d'insertion soci	Financements Partenariats	AKATIJ	associatif	Contact : Estelle JEANNOT 0694 41 02 53 Mail : contact@akati.fr Téléphone 0594 32 33 13	ARS-MILDCA-FIPD-CGET-COMMUNES	250 000,00 €	à définir	2019			P1	
CT 6	tout bascule lorsqu'on fait la mule	nanantes, afin de trouver des modalités d'informations innovantes quant aux risques e	Financement, réglementaires, partenariats		à définir : GIP ?	GIP ?		400 000,00 €	à définir	2018			P1	
CT 7	Mise en place d'une fondation universitaire	La fondation universitaire a notamment vocation à donner plus de visibilité à l'International (Formations - Cycle de conférences - modules courts...). La fondation aura une action particulière en matière de « diplomate économique » (opérations de Bénévolat)		Université de Guyane	EPA		Rectorat – DRRT – CNFPT – GPM – Socio-pro - Entreprises						P1	
CT 7	Développer l'image et l'attractivité de la Guyane à l'international	Réaliser une campagne d'image à l'international combinée à une stratégie d'influence *Cibles prioritaires: Les Amériques, les Caraïbes *Cibles secondaires: L'Europe du Nord et le reste du Monde		Comité du tourisme guyanais	EPA			1,2M€		2019	2020		P1	
CT 7	Développer l'implantation de compagnies aériennes low cost en Guyane	Etude visant à évaluer le potentiel d'installation de nouvelles lignes aériennes Guyane-Antilles assurées par des compagnies Low cost		CCIG	EPA		Collectivité territoriale de Guyane ; Comité du Tourisme de la Guyane ; CCI de Martinique et Guadeloupe			2018	2019		P1	
CT 7	Plate-forme logistique transfrontalière à Saint-Georges	3 objectifs : - Création d'un port à sec à la frontière franco-brésilienne - Sécurisation du transport de marchandises entre le MERSOSUR et l'UE - Création d'un comptoir de stockage et de vente au sein de la zone logistique à Saint-Georges de l'Oyapock (duty free)	Maltrise foncière des terrains	Grand port maritime	EP		Préfecture, Commune de St-Georges, CMA-CGM, CCG, l'Agence de développement économique de l'Etat de l'Amapa, acteurs portuaires	1M€	25 % GPM 75 % autres financements	2018	2020		Le projet aurait l'avantage de mutualiser sur un même espace sécurisé 3 fonctions. Il permettrait de dynamiser Saint-Georges	P1
CT 7	Coopération technique avec les espaces protégés du plateau des Guyanes	Construire un observatoire régional des « services rendus par les écosystèmes » ou « services écosystémiques » sur quatre territoires du Plateau des Guyanes – Guyana, Suriname, Guyane française, Etat de l'Amapá au Brésil		Parc amazonien de Guyane	EP								P1	
CT 7	Observatoire des Services Ecosystémiques (ECOSEC)	Construction d'un observatoire régional des « services rendus par les écosystèmes » ou « services écosystémiques » sur quatre territoires du Plateau des Guyanes – Guyana, Suriname, Guyane française, Etat de l'Amapá au Brésil	Trouver un site pilote dans chacun des quatre territoires	WWF France, bureau Guyane	ONG	WWF France, WWF Guianas, SEMA, ONF, OEG		1,4 M€	38% partenaires 49% UE Besoin 200 K€	2018	2019		P1	
CT 7	Appui à l'abandon progressif du mercure dans les Guyanes	Amapa) en éliminant progressivement l'usage du mercure dans le secteur aurifère et	en contribuant à réduire les émissions de mercu	WWF France	ONG	FEM PNUID Suriname - FEMCI - Universités (IRD et UQAM)		3,5M€	Subvention FFEM attendue : 1,043 M€ Besoin de financement complémentaire 200K€	01/09/2018	2022		Le financement complémentaire permettrait d'étendre le projet au territoire de l'Etat d'Amapa (Brésil)	P1
CT 7	Labellisation SPAW (Specially Protected Areas and Wildlife) des réserves naturelles nationales : Réserve de l'Amana et de Kaw Roura	L'obtention du label permettra d'assurer aux deux sites de figurer sur la base de données publique SPAW, leur offrant un affichage de niveau international		Parc naturel régional de Guyane (PNRG)	EPCI			100 000,00 €		2019	2021		Le dossier devra être présenté à la prochaine conférence des parties (COP) prévue en 2019.	P1
CT 7	Valorisation et transmission du patrimoine culturel guyanais autour du Carnaval	- Projet d'inscription à l'UNESCO - DU « Assistant d'histoire patrimoniale du Carnaval en Guyane » - Maison du Touloulou + animation socio-culturelle pour les jeunes, notamment les plus en difficulté		Observatoire régional du carnaval guyanais (ORCG)	Association		Collectivité territoriale de Guyane – DAC - Comité du tourisme guyanais - Abouf-France - Université de Guyane – Musée des cultures guyanaises – Bailleurs sociaux	838 500,00 €		2018	2022		P1	
CT 7	Construction et exploitation d'un centre handispport	Construction et exploitation d'un centre handispport qui serait situé dans l'Ouest mais aurait vocation à répondre aux besoins de tout le territoire de la Guyane.		Mairie de Saint-Laurent du Maroni	Collectivité territoriale		Comité régional handispport et sport adapté de Guyane (CRHSAG) - DRJSCS - CTG	Etude préalable : 45250€		2018	2022		La mairie de Saint-Laurent du Maroni est disposée à attribuer un terrain de 6 ha pour ce projet	P1
CT 8	Offre de services d'assistance opérationnelle aux collectivités locales sur les missions fondamentales relatives à la gestion courante	Assistance sur les missions de la gestion courante (paie, RH, comptabilité...) destinée aux petites collectivités en souffrance de compétences	aucun	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Guyane (CGFPTG)	Etablissement Public	gillesmarsot@hotmail.fr	AMG, Préfecture, CTG, FNCDG	220 000€/an	croisé	2019	2029		projet validé par le CT	P1
CT 8	Offre d'appui en ingénierie territoriale pluridisciplinaire aux Collectivités Locales périmètre du Guyane du Sud	Appui en ingénierie de développement de projets : appui technique montage et suivi de projets	adaptations réglementaires nécessaires : reprise du plan d'accompagnement du parc amazonien	Parc amazonien de Guyane	Etablissement Public	Gilles.kleitzi@guyane-parcnational.fr	Etat, Cellules d'ingénierie des services de l'état (DAAF, DEAL, Rectorat), Collectivité territoriale de Guyane, quatre communes du Sud Guyane CTG Pôle des Affaires Européennes, 2 EPCI concernés (CCOG, CCEG), Centre de gestion	50 000€ en 2018, 150 000€ en 2019, 250 000€ en 2020	croisé	2018	2022		projet validé par le CT	P1
CT 8	Offre d'appui en ingénierie territoriale	Appui en ingénierie communale en matière d'urbanisme réglementaire	aucun	DEAL/ Réseau d'appui aux communes en ingénierie de projets	Etat	muriel.joer@developpement-durable.gouv.fr	collectivités	5000€/an + et ETP cadre B		2018	2022		projet validé par le CT	P1
CT 8	Offre d'appui en ingénierie territoriale	Appui en ingénierie de développement de projets : appui technique montage et suivi de projets ayant bénéficié le fonds structurels	aucun	CTG	Collectivité	marc.sagne@crGuyane.fr	AMG, Préfecture	500K€/an	croisé	2018	2020		projet jugé cohérent dans logique globale	P1
CT 8	Offre d'appui en ingénierie territoriale	Maintien d'un unité d'ingénierie Etat : conseil et assistance technique de projet, en appui aux collectivités	étude de dimensionnement équipe préalable nécessaire	Office de l'Eau de Guyane	Etablissement Public	clara.nicolas@office-eauguyane.fr	DEAL	260K€/an	Croisé : augmentation des redevances de l'IOES, dotation de l'Etat ou de l'AFB	2019	2022		projet jugé cohérent dans logique globale	non hiérarchisé
CT 8	Structure d'appui à l'ingénierie de projet	Création d'une structure d'appui en ingénierie de développement de projets : appui technique montage et suivi de projets	format SPL ou SEM à étudier	AMF	Association	mpiguyane@wanadoo.fr	MPI	non mentionné	croisé	2018	2020		projet écarté par le CT	non hiérarchisé
CT 8	Structure d'appui à l'ingénierie de projet	Création d'une cellule d'appui sur le volet commande publique	pas de mention	MEDEF	Syndicat	vice-president1@medefguyane.fr	MPI	200K€ / an	croisé	2018	2020		projet écarté	non hiérarchisé
CT 8	Offre d'appui à la montée en puissance des CL dans politiques nationales et notamment politique de la ville	Création d'une antenne CRPV à SLM	aucun	Centre de Ressources de la Politique de la Ville de Guyane (CRPV)	Association	crpvGuyane@gmail.com	Etat : Préfecture, DJSCS, DGOM, CGET, CDC CL : SLM, CCOG, CTG	96K€ / an	croisé	2018	2020		projet échangé en séance bilatérale	non hiérarchisé
CT 8	Offre d'accompagnement sur le volet "appréhension des politiques publiques sociales"	Offre locale d'accompagnement et de qualification (session formation, échanges, intra ou inter...) des CL dans les domaines des politiques publiques sociales (cohésion sociale, jeunesse, éducation, santé...)	étude de dimensionnement préalable : 70K€	CRPV/CNFPT	Association/Etablissement Public	crpvGuyane@gmail.com	collectivités	200K€ / an	croisé	2018	2020		projet échangé en séance	non hiérarchisé
CT 8	Offre de formation aux élus	Offre de formation de proximité destinée aux Elus dans domaines/sujets identifiés : finances locales et MP, urbanisme et environnement, gestion RH, Maire employeur, responsabilité civile et pénale des élus locaux	obtention de l'agrément préalable pour formation des élus par le Ministère de l'Intérieur/ habilitation obtenue pour formation élus éligibles au DIF élus	CGFPTG	Etablissement Public	gillesmarsot@hotmail.fr	AMG	non mentionné	croisé	2019	2020		projet échangé en séance bilatérale	non hiérarchisé
CT 8	Projet relatif à un nouveau processus général de redressement financier des collectivités en difficultés	Solution d'assainissement de la situation financière des collectivités locales en difficultés via un plan de performance couplé à un outil financier	dérogation ministérielles préalable	Etat	Etat	maurice.bunel@guyane.pref.gouv.fr	AFD DRFP	non mentionné	ns	ns	ns		projet échangé en sous groupe	non hiérarchisé
CT 8	Suppression du plafond de la part superficie de la DGF	Projet d'adaptation de la fiscalité communale	aucun	CTG	Collectivité	marc.sagne@crGuyane.fr	collectivités	non mentionné	nc	nc	nc		non étudié	non hiérarchisé
CT 8	Web-service guide pratique	Création d'un portail internet regroupant acteurs publics	capacités de financement des collectivités	No limit consulting SASU	Privé/ Entreprise	noimitconsulting@sasu@gmail.com	nc	2018 : 390K€, 2019 : 330 K€, 2020 : 320K€	croisé	2018	2020		non étudié	non hiérarchisé
CT 8	Création du réseau de DGS des CL	Constitution animation d'un réseau d'échanges, de travail, de réflexions, partage d'expériences à destination à destination des DGS des CL	aucun	Association des DGS CL Guyane (DGS973)	Association	assodg973@gmail.com	Centre de Gestion de la FPT (siège de association), Préfecture, AMG, CNFPT, AFD	2018 : 1500€, puis 3000K€/an	croisé (participation, autres recettes)	2018	2022		non étudié	non hiérarchisé
CT 9	Programme de formation qualifiante du guidage en milieu amazonien sur les territoires du Sud Guyane	Formation de 40 jeunes du Sud Guyane en matière de guidage en milieu amazonien (certification de qualification professionnelle reconnu par l'Etat), intégration de la Valorisation des Acquis par l'Expérience selon les cas.	Coûts d'approche pour les formations, groupeage des candidats, stabilité des formations en entreprises, cofinancements.	Compagnie des Guides de Guyane	Association professionnelle	camcariacou@gmail.com	Compagnie des Guides de Guyane	300 k€	Etat 280, PAG 20	2018	2020		non hiérarchisé	
CT 9	Parc animalier tortues Carbet Matamata	ferme pédagogique de tortues tropicales associée à un hébergement touristique intégrant une démarche scientifique	Finalisation du plan de financement, sécurisation foncière;	MATAMATA CHEVALIER	SAS en création	guyachepouxchasse@orange.fr	CTG, PNRG, CT, SGAR, Commune de Roura, DAAF, Office de l'eau, Abouf-France, ONCFS, DIECCTE, ART, SARL Guyapêche	500 000	apport personnel 200 000	fin 2018	fin 2019		non hiérarchisé	
CT 9	Le Relais Barcaré: meublés de tourisme de caractère à Saint Laurent du Maroni	Maison à Saint Laurent du maroni en voie d'inscription aux monuments historiques aménagée en meublés de tourisme en éco conception et énergies renouvelables.	Finalisation du plan de financement	COMPPEP	SAS en création	mai.comppeer@orange.fr	CTG, PAE, DAC, DIECCTE, CCOG, Atou France	996000	25% autofin	43191	43556		non hiérarchisé	
CT 9	Création d'un parcours de grande randonnée entre Roura et Kaw	70 km de sentier	Financier	PNRG	syndicat mixte	prguyane@wanadoo.fr		1.015 M€	origine des financements et clef de répartition... : FEDER (50%), CTG (14,8%), CHES Mission Guyane (14,8%), DEAL (9,9%), Conservatoire du Littoral (4,9%), Comité du Tourisme (2,8%), Parc Naturel Régional (2,8%)	janvier 2018	septembre 2021		non hiérarchisé	
CT 9	Ektiv centre hôtelier HQE	Hotél haut de gamme orienté santé bien être. Innovation, exemplarité, compétitivité pour un hôtel haut de gamme, un centre de soins, centre d'affaires, pôle enfants.	Finalisation du plan de financement, sécurisation foncière;	EKIVI	SAS	chmge@gmail.com	Institutionnels et privés	13 M		2018	2020			
CT 9	Trois nouvelles offres touristiques villageoises et mise en réseau des acteurs du tourisme villageois (ou communautaire).	Accompagnement de 3 associations de villages dans le montage de l'offre touristique et mise en réseau des acteurs du tourisme villageois (ou communautaire).	Finalisation du plan de financement	PEUPLES EN HARMONIE	Asso 1901	peuplesharmonie@gmail.com	CTG, CNES, CT, associations porteuses	360000		2018	2020		non hiérarchisé	
CT 9	Aménagement de la zone de bivouac de la savane-roche Virginie	Installation de structures de bivouac simples en forêt sur un site isolé et sensible, utilisable pour une trentaine de de hamacs en même temps.	Finalisation du plan de financement	ONF – sylvétude	EPA	aurelie.bocquet@onf.fr.	ONF, CTG	250 k€	30 % ONF 40 % assises des OM 30 % fonds européens (LEADER)	2018	2019		non hiérarchisé	
CT 9	Saül « destination pour tous »	Aménagements handicap adaptés sur la commune de Saül visant l'accueil tous publics et l'obtention du label "destination pour tous" et la mise en conformité réglementaire des établissements publics. Exemplarité pour les autres communes couvertes par le PAG, deuxième objectif sur Pappalitchon.	Coûts de transport élevés pénalisant le budget, manque d'entreprises locales concurrentielles, pour les équipements, relais de gestion à prendre par un collectif associatif ou communal.	PAG/commune		loic.massue@guyane-parcnational.fr	Associations ddu handicap (PEPs, ADAPEI, APADAG, APAJH) Comité de pilotage "destination pour tous" abrimé par le PAG.	300	Etat 280, PAG 20.	2018	2020			
CT 9	Aménagement du sentier des chutes voltaire	Aménagement pérenne au dessus de la crue, mise en place de panneaux, carbets, bancs	Finalisation du plan de financement	ONF – sylvétude		aurelie.bocquet@onf.fr.	ONF, CTG	350 k€	25 % ONF 75 % assises des OM	2019	2019		non hiérarchisé	
CT 9	Création d'un circuit éco-touristique sur la commune de Camopi	Mettre en place une offre touristique sur la commune de Camopi (crique Memora) qui réunit à la fois des guides, des progiers, des artisans... etc	Financements (apport personnel déjà engagé pour construire 3 carbets + recherche de financements publics/privés) Recherche d'un terrain de 1ha contraint par la localisation en ZDUC Réglementaire (révision partielle du zonage de la ZDUC pour permettre l'exercice d'une activité économique) Equipement (accès à l'électricité, forage pour l'eau potable, communication via satellite)	René Monnerville	Gérant	renemonnerville@yahoo.fr	Etat, collectivités, PAG, autres partenaires publics ou privés	400 k€ (auto-financement 20k€, partenaires privés 20 k€, PAG 120 k€, CTG 120 k€, CNES 120 k€)		juillet 2019	décembre 2019			
CT 9	Observatoire du tourisme	Poursuite et approfondissement de l'observatoire en vue d'une meilleure connaissance du marché	Finalisation du plan de financement, fiabilisation internet, besoins de formation	Comité du Tour		alex.madeleine@guyane-amazonie.fr.		300	CTG	2018			non hiérarchisé	
CT 9	Guichet Unique d'Accueil d'hébergement	Guichet unique regroupant l'ensemble des labels du territoire et facilitant la lisibilité pour la clientèle en matière d'hébergement et de services	Manque de visibilité internationale et de facilitation, fiabilisation internet, compétences	Comité du Tour		alex.madeleine@guyane-amazonie.fr.		300		2018			non hiérarchisé	
CT 9	Aménagement d'un sentier pour les personnes à mobilité réduite en forêt des Malgaches - Saint Laurent du Maroni	Création d'un sentier de 860m.	Finalisation du plan de financement	ONF – sylvétude	EPA	aurelie.bocquet@onf.fr.	ONF, CTG	300 k€	25 % ONF 50 % assises des OM 25 % fonds européens (acquis)	2018	2019		non hiérarchisé	
CT 9	Stratégie marketing internationale	Développement de la communication à l'international par une campagne ciblée	Financier	Comité du Tour		alex.madeleine@guyane-amazonie.fr.	CTG CDVI/ Communautés de Communes	600 k€		2018	2019		non hiérarchisé	
CT 9	Structure éco touristique à Memora	Premier accès fluvial jusqu'au-delà de l'entrée en caser de PAG (4 à 5 km à parcourir en pirogue) ; un sentier d'environ 8km permettra ensuite de rallier l'inselberg Susu Béla ; à l'arrivée du sentier, l'implantation d'une infrastructure d'accueil simplifiée mais de qualité (afin de faire valoriser des modes d'intégration environnementale), le « carbet Susu Béla » permettra d'assurer l'hébergement des visiteurs sur ce site remarquable de l'Oyapock.	Coûts importants dus à l'accès hélico treuillage des matériels pour les aménagements. Difficulté d'opérer en régie car plan de charge élevé. Nécessité d'intégration des jeunes formés aux métiers du bois (post Ateliers Chantiers d'insertion 2018) dans un cadre IAE géré à Camopi. Cofinancements nécessaires du fait des forts investissements du PAG depuis 2014.	PAG	EPA	loic.massue@guyane-parcnational.fr		200 k€	20 k€ PAG 180 k€ autres	2018	2020		non hiérarchisé	

CT 9	CORACINES, CO-Réinventer l'Aratai : Citoyenneté, Nature, Educations et Savoirs	Réhabilitation du camp Aratai situé à l'entrée de la réserve des Nouragues et en assurer la pérennité.	Financement Accessibilité (coût et temps de transport) Sécurité de la zone (situation orpaillage) Infrastructures à rénover et d'autres à construire dans les normes d'accueil du public Entretien et pérennisation du site Faible effectif RH en interne réserve	ONF	EPA	aurelie.bocquet@onf.fr	Commune de Régina-Kaw, Direction des affaires culturelles, Rectorat, la Canopie des Sciences, le Graine Guyane, la Compagnie des Guides, le Comité de Tourisme de la Guyane, la Maison familiale rurale des Fleuves de l'Est, l'association SOS	400 k€	10 % RN 90 % à trouver	2018	2020	non hiérarchisé
CT 9	Création de 4 nouveaux parcours multimédia dans l'application smartphone Guyane découvertes	L'application est en ligne depuis 2016 (3 parcours en ligne à ce jour). Les 4 nouveaux parcours sont en lien avec 4 projets de création de sentiers : sentier des chutes Voltaire, sentier du lac des américains, sentier de la forêt des Malgaches, sentier Grand Citron.	Finalisation du plan de financement	ONF – DR de Guyane	EPA	aurelie.bocquet@onf.fr	RNN du mont Grand Matoury, mairie de Saint-Laurent-du-Maroni, mairie de Papaïchton, association surinamaïse de défense de la culture Bushinengé « sitching 10 oktober 1760 ».	58 k€	20 % ONF 80 % assises des OM	2018	2020	non hiérarchisé
CT 9	Aménagement du sentier d'accueil et d'interprétation du lac des américains au sein de la RNN du Mont Grand Matoury	Sentier existant de 2,3km avec pour projet : - aménagement du sentier permettant un accès grand public - étude d'impact et restauration de la retenue d'eau - installation d'un sentier d'interprétation sur le milieu aquatique et l'histoire du site	Financement Gestion foncière du site Concentration des acteurs locaux Entretien et pérennisation du site	ONF – DR de Guyane	co-gestionnaire de la réserve naturelle du Mont Grand Matoury	aurelie.bocquet@onf.fr	mairie de Matoury, SEPANGUY, comité du tourisme de Guyane, CTG	110 k€	10 % RNN 90 % assises des OM	janvier 2018	décembre 2019	
CT 9	Centre de relaxation Ker Alberte	Centre de relaxation adossé à l'hôtel : sauna, spa, massages	Finalisation du plan de financement, permis de construire	KER ALBERTE	SAS	laurentdemestre@hotelkeralberte.com		180 000		2018	2018	non hiérarchisé
CT 9	Mise en place d'un centre d'interprétation sur les îles du Salut tourisme des îles du Salut	Réhabilitation du bâtiment historique du Directeur de sur Royale pour centre d'interprétation	Coût de réhabilitation	Association AGAMIS et Conservatoire du littoral	Association à but non lucratif	patricia.barrat@cnes.fr , catherine.corlet@conservat	DAC, OT CACL	1 400 Invest + 185 fct	Conservatoire, AGAMIS, DAC, affaires culturelles	2019	2022	non hiérarchisé
CT 9	Création d'une zone de bivouac et construction de carabets touristiques sur les sites de Gaan Chton et Linsé Dédé (Abatis Cottica)	Créer les infrastructures d'accueil nécessaires pour le tourisme en site isolé à l'entrée et à la sortie du site classé des Abatis Cottica. Animer et renforcer un réseau d'acteurs du secteur privé pour développer les activités sur le site. Valoriser l'offre touristique sur les Abatis Cottica.	Bouclage financier	Mairie de Papaïchton	Collectivité locale	touine.kouata@guyane-parcnational.fr	PAG, prestataires touristiques de Papaïchton, DAC, DEAL, CCOG, Collectivité territoriale de Guyane (CTG), Comité du Tourisme de Guyane (CTG)	1 000 000 dont 700 000 infrastructures	FEDER, PAG, Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), Comité du Tourisme de Guyane (CTG), CNES	2018	2020	
CT 9	Aménagement de l'île Grand Citron – Papaïchton	Valorisation de l'histoire et de la culture bushinengé par l'aménagement d'un site historique	Finalisation du plan de financement	ONF – sylvétude	EPA		ONF, CTG	400 k€	5 % ONF 30 % assises des OM 65 % fonds européens	2018	2018	non hiérarchisé
CT 10	taxe CO2 et carburant	Evolution fiscalité sur l'énergie	revenus des collectivités dépendant de la fiscalité	ADEME	EPIC		Etat, CTG, DGFiP	100 k€		2018	2022	
CT 10	BHNS / TCSP	Créer 2 lignes de bus à Haut Niveau de Service en site propre	Dérogation espace protégé Loi littoral Complément financement	CACL	EPCI		Etat, CTG, DGFiP Europe Etat CTG Communes	155 M€	Etat 20 M€ FEDER 40 M€ CACL 95 M€	2017	2022	non hiérarchisé
CT 10	Navette fluvio-maritime	Création de 2 lignes de navette fluvio-maritime pour desservir les 3 communes périphériques	Adaptation de l'aménagement de la RN1 Financements	CACL	EPCI		Europe Etat CTG Communes	2,8 M€ (embarcadères)		2018	2020	non hiérarchisé
CT 10	Plateforme de mobilité	Création d'une plateforme de mobilité pour les publics précaires	Mobilité contrainte pour précaires, bloque insertion	ANCORAGE CACL	Association EPCI		Etat, DIECCTE, EPCI, Communes, Pole emploi	442 k€		2018	2020	non hiérarchisé
CT 10	Optimouv en Guyane	Optimisation des déplacements pour rencontres sportives	Accessibilité des gymnases et terrains financements	ORA	Association		Ligues sportives, DJSCS, établissements scolaires, collectivités, ...	400 k€		2018	2020	non hiérarchisé
CT 10	Amélioration transport fluvial	Transport d'hydrocarbure, de produits frais et de personnes	Réglementation ADN et TDM (transport carburant)	CTG	collectivité			10,2 M€	Etat M€ FEDER 7 M€ CTG M€	2018	2022	non hiérarchisé
CT 10	Blabla pirogue	Partage de places dans les pirogues et outil de visio limitant les déplacements sur le Maroni	Coût du transport fluvial Couverture réseaux téléphoniques et informatiques Accès au numérique	Agapé	association		PAG, CTG, CCOG, communes, CNES, DAC,			2018	2019	non hiérarchisé
CT 10	Ligne aérienne Cayenne-Camopi	Ouverture de la ligne aérienne afin de desservir l'aérodrome de Camopi	Financements Accès aux zones d'accès réglementé	ONAG	association		Etat, CTG, communes, PAG, AFD, CdC, BPI		A déterminer par Etat et CTG	2018	2020	non hiérarchisé
CT 10	Promouvoir les transports en commun et le respect	Réalisation de campagnes de communication	Images des transports en commun incivilités	OTG	association		CTG, Préfecture, CACL, DEAL, ADEME	100 k€		2018	2019	
CT 10	Vélo-école en Guyane	Base de déplacement en vélo (technique et sécurité)	Local Financements	Ranjé To Bisiklèt	association		Ancrage, Fédération bicyclette, réseau vélo-école, rectorat, CTG, collectivités, ADEME, DEAL	68 k€/an		2018	2020	non hiérarchisé
Contribution FDSEA	Diversifier les débouchés, créer la valeur ajoutée, favoriser le « manger local » : valoriser les invendus du marché	Créer une filière de récupération, de valorisation et de commercialisation des invendus du marché des producteurs du Super U de Cayenne (marché géré par la FDSEA).	- Former à la gestion d'un atelier de transformation - Tenir compte du caractère aléatoire de la nature / q - Créer un nouveau marché - Partenariats clés à nouer - Financer la structure de manière pérenne	FDSEA	Fédération	fdsea.guyane@yahoo.fr	VIVEA, Producteurs du marché, Agro-transformateurs	16 363 /an		2018	2022	P1
Contribution FDSEA	Mise en place d'une SAFER	Mettre en place une SAFER, outil essentiel à la structuration et à la sauvegarde du foncier agricole avec l'appui de la Fédération nationale des SAFER	- Partenariats clés à nouer - Nature des contrats proposés par les marchés publics	FDSEA	Fédération	fdsea.guyane@yahoo.fr	CTG, DAAF, EPFAG, Chambre d'agriculture	26 636€ / an		2018	2019	P1
Contribution FDSEA	Manger local dans les cantines scolaires	Repenser les appels d'offre pour l'approvisionnement des cantines scolaires afin d'ouvrir ce débouché aux producteurs guyanais	- Faiblesse des organisations de producteurs et des niveaux de production - Partenariats clés à nouer - Financements durables	FDSEA	Fédération	fdsea.guyane@yahoo.fr	organisation de producteurs, Fondation BEL, cantines, etc.	23 636 € / an		2018	2022	P1
Contribution FDSEA	Mise en place d'une fédération départementale de Coopératives d'Utilisation de matériel Agricole (CUMA)	Les CUMA permettent, par une approche collective, de réaliser des économies à l'échelle individuelle donc de gagner en productivité.	- Agriculteurs formés et informés - Partenariats clés à nouer	FDSEA	Fédération	fdsea.guyane@yahoo.fr	FNCUMA, CUMA locales, CTG ; DAAF, Crédit agricole, Groupama	23636€/an		2018	2020	P1